

RÉFUGIÉS

VOLUME 3 • NUMÉRO 116 • 1999

KOSOVO : une dernière chance ?

Demain l'hiver
Aujourd'hui un nouvel exode



Haut Commissariat
des Nations Unies pour
les réfugiés

Pourquoi le Kosovo et pas Kaboul ?

Question : *Quelle a été la guerre la plus meurtrière de cette année ?*

Réponse : Au cours d'un conflit passé pratiquement inaperçu du monde extérieur, les armées éthiopienne et érythréenne, forte chacune de deux-cent cinquante mille hommes, se sont âprement disputé quelques dérisoires arpents de terre. Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées, blessées ou capturées et au moins 600 000 civils ont été déplacés.

Les Etats les plus puissants du monde, qui sont également les principaux donateurs, engageront toujours plus de fonds et de ressources humaines dans des crises susceptibles d'affecter leurs propres intérêts nationaux. Voilà pourquoi le Kosovo et pas Kaboul.

De plus, à une époque où les budgets ne cessent de se resserrer, des situations apparemment insolubles comme celle de

l'Afghanistan font perdre patience aux donateurs.

Signe des temps, les gouvernements déterminent de plus en plus souvent à l'avance comment leurs contributions aux organismes tels que le HCR devraient être utilisées : ils les allouent à des crises très médiatisées comme celle du Kosovo, et se désintéressent de situations plus complexes.

Il sera difficile de rétablir

l'équilibre. La communauté internationale, par le biais des instances onusiennes et des organisations non gouvernementales, doit de nouveau porter son attention sur des régions qui sont depuis longtemps en proie à des troubles profonds, comme, entre autres, l'Afrique. Elle doit davantage se pencher sur la prévention des crises ainsi que sur le développement économique et social à long terme.

Les pays et les organisations régionales de ces contrées en difficulté doivent quant à eux redoubler d'efforts pour tenter de résoudre leurs problèmes internes.

S'ils enregistrent quelques progrès, peut-être que le reste du monde suivra. C'est pour cela que les récentes tentatives régionales de résolution des conflits dans la corne de l'Afrique, au Congo et en Sierra Leone, aussi timides et hésitantes soient-elles, pourraient être synonymes d'espoir pour des centaines de milliers de déracinés.



Personnes déplacées et habitants de la région attendant une distribution de nourriture dans Kaboul dévastée.

Q. : *Quelle a été la guerre la plus impitoyable de ces dernières années ?*

R. : En Sierra Leone, pratiquement chaque habitant a été déraciné, mutilé, violé ou enlevé au cours de ces huit dernières années. Au moins 50 000 personnes ont péri.

Q. : *Quel est actuellement le plus gros contingent de réfugiés au monde ?*

R. : Les réfugiés afghans. Ils sont plus de 2,6 millions. L'aide mise en place par le HCR est au point mort depuis des mois, faute d'argent, car les donateurs ne s'y intéressent pas.

On pourrait comprendre que l'homme de la rue puisse répondre "le Kosovo" à toutes ces questions. Mais, face à la couverture médiatique sans précédent de la crise du Kosovo ainsi qu'à l'impressionnant déploiement des moyens militaires, politiques et financiers, les organisations d'aide s'interrogent une fois de plus quant au pourquoi et au comment de la réponse de la communauté internationale aux différentes crises humanitaires.

**Rédacteur :**

Ray Wilkinson

Édition française :

Mounira Skandrani

Collaborateurs :

Judith Kumin, Ron Redmond, Kris Janowski, Paul Stromberg, Vesna Petkovic, Diane Goldberg, Wendy Rappeport

Secrétariat de rédaction :

Virginia Zekrya

Iconographie :Anneliese Hollmann,
Anne Kellner**Design :**

WB Associés - Paris

Production :

Françoise Peyroux

Administration :

Anne-Marie Le Galliard

Distribution

John O'Connor, Frédéric Tissot

Images satellite :

HCR - Unité de cartographie

Réfugiés est publié par le Service de l'information du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement partagées par le HCR. La terminologie et les cartes utilisées n'impliquent en aucune façon une quelconque prise de position ou reconnaissance du HCR quant au statut juridique d'un territoire ou de ses autorités.

La rédaction se réserve le droit d'apporter des modifications à tous les articles avant publication. Les textes et les photos sans copyright © peuvent être librement reproduits, à condition d'en mentionner la source. Les demandes justifiées de photos sans copyright © peuvent être prises en considération, exclusivement pour usage professionnel.

Les versions française et anglaise sont imprimées en Suisse par ATAR SA, Genève.

Tirage : 206 000 exemplaires en français, anglais, allemand, espagnol, italien, japonais, russe, arabe et chinois.

ISSN 1014-0905

Photo de couverture :

Kosovo, juin 1999 : de retour après leur exode, des villageois découvrent l'ampleur de la destruction.

HCR / R. CHALASANI

HCRCase postale 2500
1211 Genève 2, Suisse
www.unhcr.org

RÉFUGIÉS

N° 116 - 1999

2

ÉDITORIAL

L'aide humanitaire est-elle distribuée de manière équitable ?

4

EN COUVERTURE

Une course contre la montre : l'hiver est aux portes du Kosovo.

Par Fernando del Mundo et Ray Wilkinson.

Les Balkans

Chronologie d'un conflit.

Opinion

Pas de place pour l'oubli. Par Tim Judah.

Quelques chiffres... qui en disent long.

L'exode oublié

C'était dans les années 90.

16

AU CŒUR DES BALKANS

18

GENÈSE D'UNE CRISE

Une tragédie qui fera date. Par Nicholas Morris.

20

SERBIE

Les nouveaux exilés de l'Europe.

Monténégro

Une leçon d'humanité.

22

INTERVIEW

Un entretien avec l'envoyé spécial du HCR dans les Balkans.

24

POINT DE VUE

Militaires et humanitaires : une cohabitation pas toujours évidente. Par Cedric Thornberry.

25

RETROUVAILLES

Retour dans une province meurtrie. Par Fernando del Mundo.

Sauver des vies

Au nom de tous les dangers.

27

AFRIQUE

Les réfugiés du silence. Par Peter Kessler.

28

BRÈVES

30

GENS D'ICI ET D'AILLEURS

31

ENTRE GUILLEMETS

HCR / R. CHALASANI

4 Réfugiés kosovars arrivant à Kukes, en Albanie. La plupart des 450 000 personnes qui se sont réfugiées en Albanie ont traversé cette minuscule ville frontière.



HCR / R. CHALASANI

20 Ces Serbes de la ville de Pec se sont réfugiés auprès d'un poste de contrôle de la KFOR pour échapper aux éventuelles représailles des Albanais.



HCR / L. TAYLOR

27 Mineurs non accompagnés, en provenance du Congo, dans un camp de réfugiés en Tanzanie. L'hyper-médiatisation de la crise du Kosovo a fait craindre que les réfugiés africains ne s'effacent dans l'oubli.

UNE COURSE COM

Des centaines de milliers de Kosovars sont rentrés. Au milieu des ruines, un nouvel ennemi à affronter : l'hiver des Balkans.

par Fernando del Mundo et Ray Wilkinson

Le corps du père d'Osman Hysenkaj gisait au fonds du puits de la maison familiale, au pied de la montagne des Damnés.

A son retour d'Albanie en juin, Osman, tout à la recherche du vieil homme, fou d'inquiétude, n'avait d'abord pas pris garde

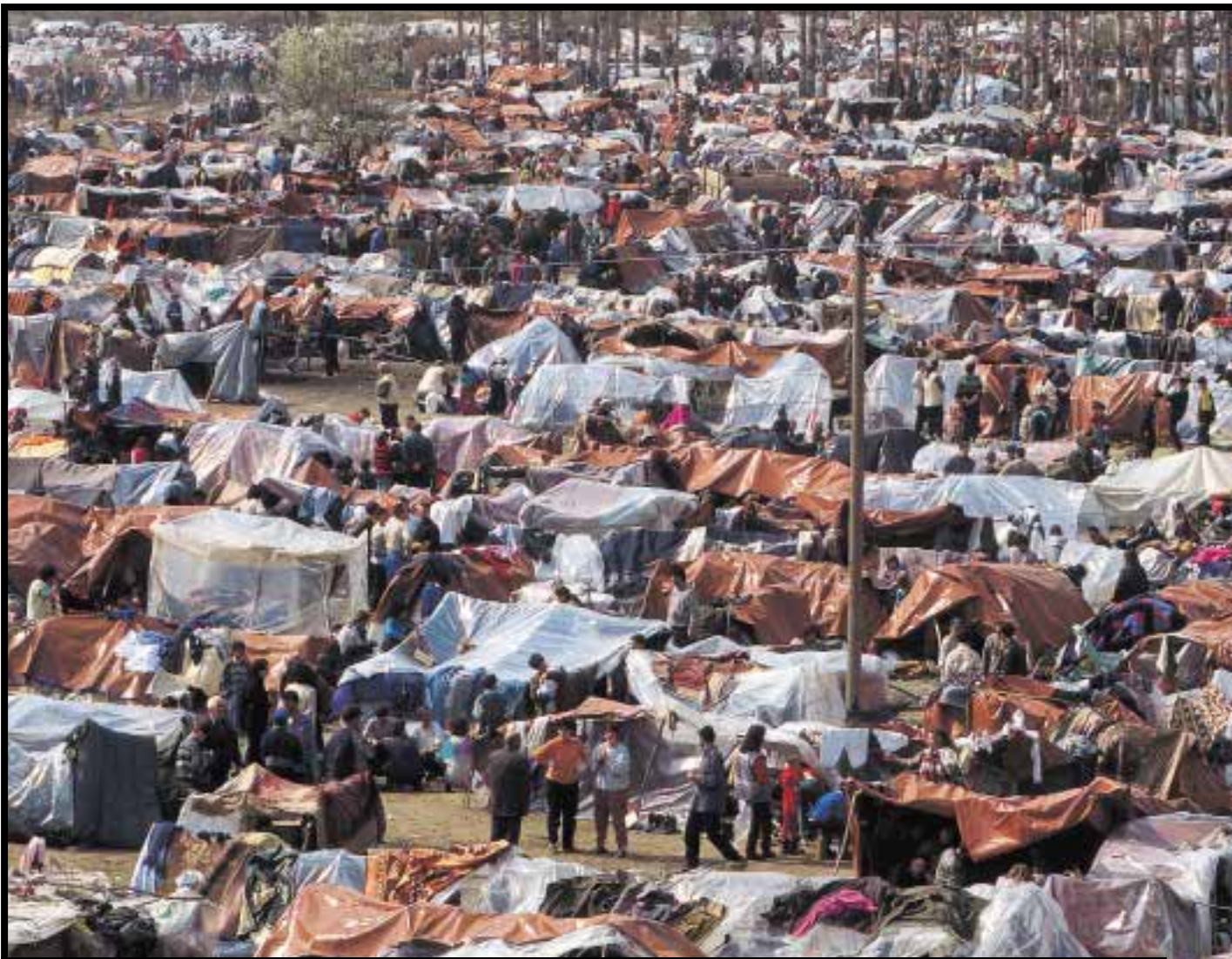
Suite page 6 ►

Des civils, déportés du Kosovo à bord de "trains spéciaux", marchent le long de la voie ferrée en direction du poste frontière de Blace pour se réfugier en Macédoine.

| EN COUVERTURE |

CONTRE LA MONTRE





Près du poste frontière de Blace, ex-République yougoslave de Macédoine, début avril 1999.

► à ce qui l'entourait. A présent, dans la lumière déclinante de cette belle soirée d'été, son regard se pose de nouveau sur le cadavre de son père puis sur la maison, jadis coquette, que sa famille possédait à Stralc i Epërm, dans un village de l'ouest du Kosovo. La construction en pierre n'est plus qu'une carcasse carbonisée. Ses moutons et ses vaches ont depuis longtemps disparu ; quant aux champs alentour, ils sont nus et leur terre brûlée.

Osman déblaye une grange pour abriter sa femme et leurs enfants et plante une tente du HCR au pied d'un arbre, afin de les protéger du soleil brûlant. "Tout ce que je sais, c'est que la vie ne doit pas s'arrêter. Je suis prêt à travailler et à accepter n'importe quel emploi, mais il nous faudra l'aide de Dieu et un miracle pour survivre à l'hiver."

Ce Kosovar, comme des centaines de mil-

liers d'Albanais qui ont fui la province quelques mois plus tôt, a déjà remercié le ciel d'avoir délivré si vite sa famille du cauchemar qui s'est emparé de la région.

Tout a commencé un dimanche, le 28 mars 1999, quand un Rom du voisinage est venu chez eux porteur d'un sinistre message : ils ont une heure pour plier bagages s'ils veulent échapper à un ratissage des forces militaires serbes. Omar et ses deux fils gagnent les collines enneigées avant de passer au Monténégro, la république yougoslave voisine, puis en Albanie.

Sa femme, Sanise, et leurs quatre autres enfants grimpent à bord d'une remorque de tracteur et, sous les railleries des policiers qui leur lancent "Allez en Albanie, Clinton vous y attend", se dirigent vers la frontière et la ville de Mamurasi. Soixante-dix ans auparavant, le père d'Osman s'était réfugié

dans cette même ville pour échapper aux Serbes. Cette fois, le patriarche avait décidé de rester chez lui.

LES PREMIÈRES VICTIMES

En ce jour de mars, le père d'Osman est l'un des premiers Albanais du Kosovo qui seront massacrés, on estime leur nombre à environ 11 000, au cours des semaines suivantes dans ce qui s'est avéré l'une des plus effroyables tragédies de l'histoire.

Certes, il y a eu, notamment ces dernières années, des mouvements de réfugiés beaucoup plus importants : près de deux millions de Kurdes déracinés par la guerre du Golfe. Certes, il y a eu des exodes plus précipités : plus d'un million de Rwandais hutus affluant au Zaïre en l'espace de quelques jours en 1994.

Mais ce qui s'est passé au Kosovo ne res-



semble en rien à ce que l'on a pu voir auparavant. Les premiers Kosovars ont commencé à se sauver quelques heures après le début des bombardements de l'OTAN, le 24 mars. Trois mois plus tard, dans un spectaculaire renversement de situation, près d'un million de personnes exilées par la force regagnent leur pays. On n'a probablement jamais vu autant de gens fuir et revenir en si peu de temps.

Jamais non plus une crise de réfugiés n'aura été aussi intimement liée à la politique des grandes puissances, impliquant l'engagement des plus grandes capitales du monde et une campagne militaire menée par la plus puissante alliance militaire de tous les temps, l'OTAN. Il est également inédit qu'un problème qualifié avant tout d'humanitaire par les principaux acteurs produise une onde de choc aussi profonde. ▶

LES BALKANS : CHRONOLOGIE D'UNE CRISE ANNONCÉE

La crise qui déchire les Balkans plonge ses racines très loin dans l'histoire. Elle germe déjà dans le nouveau tracé des frontières décidé à la fin du siècle dernier par les grandes puissances, sans tenir compte de la composante ethnique.

1878

Après des années de conflit régional et des relations de plus en plus tendues avec la Russie, les grandes puissances du monde réunies au Congrès de Berlin redessinent la carte des Balkans. Trois nouveaux Etats indépendants — Serbie, Monténégro et Roumanie — sont proclamés dans le but d'alléger les tensions internationales, sans se soucier de l'avis des populations concernées.

1912-1913

Deux guerres mettent les Balkans à feu et à sang. Toutes les puissances régionales sont mobilisées. Serbes, Roumains, Bulgares, Grecs et Albanais unissent leurs forces pour mettre fin à plusieurs siècles de domination ottomane.

28 juin 1914

Lors d'une visite officielle à Sarajevo, capitale de la Bosnie, l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie, est abattu par un nationaliste serbe. Cet assassinat déclenche la Première Guerre mondiale.

1^{er} décembre 1918

Naissance de la Yougoslavie, "Royaume des Serbes, Croates et Slovènes", assemblage de territoires autrefois sous domination ottomane et autrichienne.

24 octobre 1944

Les partisans du leader communiste Josip Broz Tito libèrent Belgrade et instaurent un régime communiste en Yougoslavie.

24 avril 1987

Les Serbes du Kosovo accusent les Albanais, majoritaires, de les persécuter, et organisent leur première grande marche de protestation dans la localité de Kosovo Polje.

1989

Belgrade supprime l'autonomie du Kosovo.

Quelque 400 000 Albanais de la province s'exilent dans divers pays d'Europe au cours des dix années qui suivent.

25 juin 1991

Eclatement de la Yougoslavie : la Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance.

3 mars 1992

La Bosnie-Herzégovine proclame son indépendance, mais les Serbes de Bosnie assiègent Sarajevo et se rendent maîtres de 70% du territoire bosniaque.

21 novembre 1995

Les accords de paix de Dayton mettent fin aux hostilités et ouvrent la voie au retour de millions de personnes déplacées par le conflit.

Mars 1998

Après des mois de tensions, un violent conflit éclate entre les Serbes et les Albanais du Kosovo. Quelque 350 000 personnes sont déplacées ou se réfugient à l'étranger en l'espace de quelques mois.

27 octobre 1998

Le président yougoslave Slobodan Milosevic accepte de retirer progressivement les troupes serbes du Kosovo. L'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE) envoie le premier contingent de 2000 "vérificateurs" pour garantir le respect de cet engagement.

Février 1999

Ouverture de la conférence de Rambouillet, près de Paris. Les négociations n'aboutissent pas. Au Kosovo, la situation se dégrade et la répression s'accroît.

24 mars 1999

Après des avertissements répétés, l'OTAN lance une offensive aérienne qui durera 78 jours. Dans les trois jours qui suivent, les Albanais du Kosovo commencent à déferler sur l'Albanie et l'ex-République yougoslave de Macédoine. Ils arrivent à pied, juchés sur des tracteurs ou entassés dans des voitures, tandis que les autorités serbes affrètent des "trains de réfugiés" pour expulser des milliers de personnes vers la Macédoine. Des villes comme Pristina se vident quasiment de leur population albanaise.

Avril-mai 1999

Les organisations internationales, les puissances étrangères et la mission humanitaire de l'OTAN, décident de construire plusieurs dizaines de camps de réfugiés en prévision d'un exil qui, pensent-ils alors, durera des mois. L'exode continue : 444 600 Kosovars se réfugient en Albanie, 244 500 en Macédoine et 69 900 au Monténégro. Un pont aérien évacue, à destination de 29 pays où ils seront temporairement hébergés, plus de 90 000 Albanais que la Macédoine, débordée, ne peut pas garder.

3 juin 1999

Belgrade accepte un plan de paix qui prévoit "le retrait vérifiable de tous les soldats, policiers et miliciens paramilitaires du Kosovo" et "le déploiement, sous mandat de l'ONU, de présences civiles et militaires internationales efficaces".

12 juin 1999

Les troupes russes et les forces de l'OTAN se déploient au Kosovo. Les premières équipes du HCR et des autres agences humanitaires sont sur place dès le lendemain.

14 juin 1999

Malgré les appels à la patience lancés par l'OTAN et le HCR, les Kosovars prennent massivement le chemin du retour. En l'espace de trois semaines et contre toute attente, 600 000 Albanais se réinstallent dans la province dévastée. Pendant ce temps, près de 200 000 Serbes et Roms fuient le Kosovo à destination de la Serbie et du Monténégro. C'est le début d'un nouvel exode.

Juin 1999

Le HCR ouvre sept bureaux au Kosovo. Avec l'aide de la nouvelle administration civile de l'ONU et l'appui de dizaines de milliers de soldats de l'OTAN, il commence à aider des centaines de milliers de civils à rebâtir leur logement, à se procurer de la nourriture et de l'eau, à rétablir l'électricité et à se préparer à affronter les rigueurs de l'hiver, qui sera bientôt là.



Vue aérienne d'un village au Kosovo : environ 80% des bâtiments ont été détruits.

► Le retour des Albanais du Kosovo déclenche un nouveau mouvement de population dans les Balkans et, telle une réaction en chaîne, près de 200 000 Serbes et Roms s'enfuient, terrifiés à l'idée de subir des représailles.

L'OTAN envoie les premiers contingents de ses 50 000 soldats dans la province tandis que l'ONU met en place une administration civile provisoire, la Mission de l'ONU pour le Kosovo (MINUK), pour s'occuper de tâches indispensables allant de l'éclairage des rues et la collecte des ordures ménagères au rétablissement d'une force de police, de la réhabilitation des prisons et des tribunaux, et de la réintégration de centaines de milliers d'individus à la reconstruction de toute une région.

“Le Kosovo sera l'opération d'instauration de la paix la plus ardue et la plus com-

plexe jamais entreprise par le système onusien ou la communauté internationale”, a déclaré l'ancien premier ministre suédois Carl Bildt, qui a été à la tête d'une opération similaire mais plus limitée en Bosnie. Selon le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, au minimum 10 ans et environ 30 milliards de dollars seront nécessaires pour remettre le Kosovo sur pied.

Dennis McNamara, envoyé spécial du HCR dans la région et représentant spécial adjoint de Kofi Annan chargé des questions humanitaires auprès de la MINUK, a souligné que pour les agences humanitaires la course contre la montre a débuté dès le premier jour de la crise : d'abord pour aider les réfugiés à trouver un abri, ensuite pour les aider à rentrer chez eux et maintenant pour les aider à survivre aux rigueurs de l'hiver des Balkans.

LA DESTRUCTION

D'après des photos satellite américaines, sur 271 314 bâtiments survolés, 67 000 ont été endommagés ou détruits. Une première mission d'évaluation dans les villages a révélé la destruction massive d'écoles et de centres de santé, l'arrêt total de la production agricole, de graves pénuries alimentaires et la pollution des réserves d'eau par “différents éléments dont des cadavres”.

Alors que certaines régions ont été en grande partie épargnées, d'autres ont été dévastées. Maki Shinohara, du HCR, s'est rendue dans le petit village de Cabra, près de Kosovska Mitrovica, où elle a pu constater que chacune des 175 habitations avait été incendiée et rasée : “Ce n'était plus qu'un tas de gravats. Quelques hommes vivaient sous les tentes bleues du HCR entre les dé-

combres de ce qui avait été leur maison, l'école et le dispensaire."

Pourtant, quelques semaines après le retour, la vie a repris ses droits. Les habitants s'activent au milieu des ruines, récupèrent le peu qui reste dans les champs, rouvrent les magasins et improvisent des marchés en plein air grâce à des produits venant d'Albanie et de Macédoine.

Pour parer à l'hiver, le HCR et les agences gouvernementales européennes et américaines ont expédié au Kosovo des bâches en plastique, du bois de construction et des

outils afin de permettre aux familles d'isoler au moins une pièce dans ce qu'il reste de leur logement avant les premières intempéries. Le HCR a prévu de distribuer 30 000 tentes, 60 000 réchauds, plus d'un million de couvertures, 550 000 matelas ainsi que 183 000 trousseaux d'hygiène et jeux d'ustensiles de cuisine.

Le Japon a fait don de plus de 500 abris préfabriqués, testés avec succès lors du tremblement de terre de Kobe il y a quelques années.

"Le retour des réfugiés s'est relativement

bien passé, commente Dennis McNamara. Nous ne devrions pas avoir trop de problèmes avec la reconstruction à long terme. Le véritable casse-tête pour l'instant, c'est l'étape intermédiaire : la réhabilitation d'urgence. Le défi des prochains mois sera d'aider la population du Kosovo à passer l'hiver et à tenir jusqu'au printemps prochain – là, ce sera une toute autre histoire."

LA POWDRIÈRE

La plupart des Serbes considèrent le Kosovo comme leur terre sainte, curieusement ►

Ni oubli ni pardon

Les Albanais du Kosovo sont rentrés chez eux. Mais la page est-elle définitivement tournée ?

par **Tim Judah**

L'HISTOIRE DES RÉFUGIÉS DU KOSOVO offre l'image paradoxale d'une victoire doublée d'une tragédie.

La plupart des Kosovars sont rentrés chez eux. Durant leur exil forcé, ils ont été accueillis dans ce qu'il faut bien appeler des camps "5 étoiles" – nonobstant certaines critiques de l'opération humanitaire – des lieux en tous cas infiniment plus confortables que ceux qui hébergent leurs compagnons d'infortune ailleurs dans le monde. Près de 92 000 personnes ont été évacuées dans des pays tiers, où elles ont été correctement prises en charge.

Les personnes déplacées à l'intérieur de la province ont également regagné leur foyer. De nombreuses maisons ont été incendiées et pillées, mais la famille étendue kosovare est extrêmement soudée et solidaire, de sorte que l'obligation de vivre dans des centres d'hébergement s'impose moins qu'ailleurs, puisqu'on trouve toujours à se loger chez un parent.

Un autre trait, qui tient aux vicissitudes de l'histoire récente, favorise un retour rapide à la normale : dans presque toutes les familles, on a au moins un frère, un oncle ou un cousin à l'étranger. Quiconque est allé au Kosovo aura remarqué ces vastes terrains, occupés par des maisons non moins vastes mais éternellement en chantier, qui se transforment au fur et à mesure que les membres de la famille partis à l'étranger envoient de l'argent.

Autrement dit, et contrairement à ce qui se passe chez nous, pour un Kosovar, rien de plus normal que de construire soi-même sa maison. Et si elle a été brûlée, il reconstruit, voilà tout. Les Kosovars sont tous un peu maçons. Comp-

te tenu des aides financières qui devraient affluer de l'Union européenne et d'ailleurs, il y a fort à parier que le HCR aura beaucoup moins de travail que prévu pour aider ces bâtisseurs-nés à reconstruire leur existence.

Voilà pour la victoire. Maintenant hélas, place à la tragédie : l'esprit de vengeance, une tradition de longue date au Kosovo. Le retour des Albanais a fait fuir les Serbes, ces mêmes Serbes qui ont sans doute été nombreux à approuver l'expulsion de leurs compatriotes, en y voyant un juste retour des choses. Puisque l'OTAN a bombardé la Yougoslavie à cause des Albanais, qu'elle s'en occupe...

Et c'est effectivement ce que l'OTAN a fait, mais en employant les grands moyens et à une échelle que les Serbes n'avaient pas prévue. Résultat : les Serbes du Kosovo se retrouvent dans le camp des vaincus, et ils en paient le prix. Car les beaux discours sur le multiculturalisme n'intéressent personne ici, et les rapports entre les Serbes et les Albanais fonctionnent depuis le début du siècle sur le mode de la domination et de la vengeance.

AVANT TOUT SAUVER DES VIES

Ni l'OTAN ni l'ONU ne peuvent arrêter ce cycle infernal et c'est inévitablement au HCR qu'il incombe de ramasser les morceaux. Près de 200 000 personnes – Serbes, Roms et autres – ont quitté le Kosovo depuis le déploiement des forces de l'OTAN le 12 juin. Il y aurait encore 25 000 non-Albanais dans la province. Bernard Kouchner, le nouvel administrateur civil de l'ONU au Kosovo, les exhorte à rester. Mais est-ce raisonnable ?

Le HCR a déjà été confronté à cette question en Bosnie durant l'été 1992. "Faites venir

des autocars et emmenez les Musulmans et les Croates", lui avait ordonné le commandant des forces serbes. D'où un dilemme : fallait-il obtempérer et sauver ainsi des innocents dont la vie était menacée, mais en servant du même coup les intérêts des "purificateurs" ethniques ? La réponse du HCR a été celle de toujours : avant tout sauver des vies.

Ainsi, à nouveau, le HCR doit aider des personnes terrorisées qui fuient leur pays. Cette fois-ci, il s'agit de Serbes. Mais, contrairement à ce qui s'est passé pour les Albanais, aucun bombardement ne viendra appuyer leur retour.

Certains pensent, sans toutefois oser le dire tout haut, que le départ de tous les Serbes réglerait définitivement le problème du Kosovo. Après tout, argumentent-ils, les Grecs n'ont nulle envie de retourner sur leurs terres ancestrales d'Anatolie, pas plus que les Turcs ne veulent se réinstaller en Thrace...

L'avenir risque de leur donner tort, sinon dans l'immédiat, au moins dans les prochaines décennies. Comme l'analyse Aleksa Djilas, historien et politologue serbe : "Dans cette région, toute possibilité de se venger accroît le désir de revanche. Aujourd'hui, c'est le tour des Albanais, et demain ce sera peut-être celui des Serbes."

Certes, les Serbes viennent d'essuyer un échec tel qu'ils ne seront sans doute pas tentés de reprendre le Kosovo tout de suite. Mais dans dix ans ? Dans vingt ans ? Qui aurait imaginé il y a une dizaine d'années que le monde d'aujourd'hui serait tel qu'il est ?

"La soif de vengeance risque de s'exacerber", prévient Aleksa Djilas. "Je trouve cela désolant, mais je sais aussi que les Serbes ont la rancune tenace. Ils se souviennent depuis 610 ans de la défaite de 1389. Alors, pourquoi oublieriaient-ils celle de 1999 ?"

Tim Judah est journaliste. Il est l'auteur du livre intitulé "Les Serbes : l'histoire, le mythe et la destruction de la Yougoslavie" (Yale University Press, 1997).

► suite à la défaite d'une bataille menée par leurs ancêtres contre les Ottomans en 1389. Au fil des siècles, bien des légendes ont fleuri et cette défaite s'est métamorphosée en une victoire mythique des chrétiens sur l'envahisseur musulman.

Mais à la fin des années 80, sur une population d'environ deux millions, les Albanais, qui sont en majorité musulmans, sont neuf fois plus nombreux que les Serbes. Quand Slobodan Milosevic ravive les passions partisans serbes en révoquant l'autonomie du Kosovo en 1989, il rend inévitable une épreuve de force entre les deux communautés.

Pendant que le monde braque son regard sur l'éclatement de la Fédération yougoslave en Slovénie, Croatie et Bosnie-Herzégovine au début des années 90, le Kosovo est déjà une poudrière.

De 1989 à 1998, la répression gagnant du terrain, quelque 350 000 Albanais du Kosovo cherchent asile en Europe. Les combats se généralisent en mars 1998, et en quelques mois 350 000 autres civils sont déplacés à l'intérieur de la province ou se réfugient à l'étranger.

Le HCR met sur pied une opération d'un montant de 28 millions de dollars avec une équipe de 84 personnes et vient en aide à 400 000 Kosovars, mais fin mars 1999 il est contraint de se retirer de la province, de même que les autres organisations internationales, en prévision des bombardements de l'OTAN.

"Nous pensions, comme tout le monde à l'époque, que si l'on en venait à des combats entre l'OTAN et Belgrade ça ne durerait que quelques jours, et que nous reprendrions vite nos opérations", raconte Fernando del Mundo, alors en poste au Kosovo.

Les bombardements aériens durent 78 jours. Près d'un million de personnes fuient précipitamment le territoire et se réfugient en Albanie, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et au Monténégro, l'autre composante de la Fédération yougoslave avec la Serbie. Plusieurs centaines de milliers d'habitants sont déplacés à l'intérieur de la province, se cachant dans les montagnes ou errant de village en village, s'abritant pendant des semaines voire des mois dans des sous-sols et autres abris de fortune.

Le HCR avait entreposé dans la région des stocks d'urgence pour environ 100 000 réfugiés, mais n'a pas prévu le nettoyage



Sur le chemin du retour au village de Sopi, ces réfugiés kosovars passent devant une colonne

ethnique systématique de la province par les autorités serbes. Personne ne s'y attendait. Ni les Etats-Unis, ni la France, ni la Grande-Bretagne, pas plus que l'OTAN ou la plupart des spécialistes des Balkans. Jusqu'à la dernière minute, en fait, on espérait que les négociations de paix de Rambouillet, en France, allaient aboutir à un compromis.

LE PARADOXE

Nicholas Morris, alors envoyé spécial du HCR dans la région, a souligné le curieux paradoxe auquel a été confrontée l'agence à ce stade : les gouvernements occidentaux pressaient le HCR de se préparer à mettre en œuvre Rambouillet quelques jours à peine avant le début de l'exode. Il est peu probable, précise Morris (*lire page 18*), que ces mêmes gouvernements qui ont ensuite critiqué le manque de préparation du HCR au moment de l'exode auraient réagi favorablement à une demande de préparatifs fondée sur l'échec annoncé de leurs efforts de paix.

Toute crise de réfugiés porte en elle l'empreinte d'une image qui marquera les mémoires à jamais. Pour le Kosovo, c'est l'arrivée dans l'ex-République yougoslave de Macédoine des "trains de réfu-



Un soldat allemand de la KFOR montre une mine antipersonnel.



de chars de la KFOR.

giés” et la détention de milliers de Kosovars dans un champ au passage frontalier de Blace.

Des dizaines de milliers de civils kosovars ont été entassés dans des trains par les autorités serbes pour un court voyage jusqu’à la frontière. Et l’on n’a pas pu s’empêcher de comparer ces longs convois transportant des gens hagards aux wagons qui ont expédié les Juifs vers les chambres à gaz pendant la Seconde Guerre mondiale. Le terme de “génocide”, est revenu, fût-ce à tort, sur toutes les lèvres.

Le gouvernement macédonien, craignant qu’un afflux massif d’Albanais ne déstabilise son fragile équilibre ethnique, décide de retenir des milliers de nouveaux arrivants sur un terrain vague, sans assistance médicale adéquate, avec peu de nourriture et un accès limité pour les organisations humanitaires.

*On n’avait
probablement
jamais vu
autant de gens
s’enfuir et
revenir en si
peu de temps.*

Face à une pression internationale croissante, les autorités macédoniennes, au cours d’une opération tout aussi controversée que la détention initiale, embarquent en plein milieu de la nuit, des réfugiés à bord d’avions pour la Turquie. D’autres réfugiés sont expédiés en Albanie ainsi que dans des camps hâtivement construits. On ignore combien de personnes sont mortes à Blace, mais au petit jour il ne restait que les tristes vestiges d’un

exode : couvertures trempées, vêtements déchirés, quelques jouets, des lambeaux de toile, et une effroyable odeur de misère et de terreur.

L’INCOMPRÉHENSION

Le “champ de Blace” a cristallisé maints aspects de la crise. Le monde entier a découvert toute l’horreur d’une épuration ethnique froidement pla-

LE KOSOVO EN CHIFFRES

■ **Le dernier recensement** démographique du Kosovo, en 1991, a été boycotté par la majorité des Kosovars d’origine albanaise. Le chiffre officiel de 1 956 196 habitants pour l’ensemble de la province est donc considéré au mieux comme une approximation.

■ **Il y aurait donc dans la province** environ 1,7 million d’Albanais, une population serbe d’environ 200 000 personnes, une petite population tzigane et quelques autres minorités.

■ **Environ 350 000 Albanais** du Kosovo se sont exilés en Europe occidentale depuis la suppression de l’autonomie de la province en 1989.

■ **100 000 autres personnes** ont quitté le Kosovo au moment de la crise de 1998.

■ **Les bombardements aériens de l’OTAN** ont commencé le 24 mars 1999. Ils ont duré 78 jours.

■ **Quelque 848 100 Albanais** du Kosovo ont été obligés de fuir ou ont été expulsés vers l’Albanie (444 600), la Macédoine (244 500) et le Monténégro (69 900).

■ **L’exode a atteint un niveau record** le 2 avril 1999 : 45 000 réfugiés sont arrivés en Macédoine en une seule journée.

■ **91 057 réfugiés temporairement hébergés par la Macédoine** ont été évacués vers 29 pays dans le cadre d’un pont aérien humanitaire.

■ **Plus de 600 000 réfugiés sont rentrés au Kosovo** dans les trois semaines qui ont suivi la signature du plan de paix. Rarement dans l’histoire contemporaine aura-t-on vu retour aussi massif et précipité.

■ **Dans le même temps**, quelque 180 000 Serbes ont quitté le Kosovo pour la Serbie.

■ **Selon un rapport officiel britannique**, les forces de sécurité serbes auraient tué au moins 11 000 Kosovars pendant le conflit.

■ **D’après les estimations du HCR**, au moins 67 000 maisons, et peut-être le double, ont été détruites.

nifiée. Après la destruction de Vukovar, le siège de Sarajevo, les camps de détention et les viols systématiques en Bosnie, on se refusait à croire qu’un tel cauchemar puisse se répéter, en Europe, à l’aube du 21^e siècle.

A la non-prévision de l’exode, sont venus se rajouter le manque de préparation des agences humanitaires, leur incapacité à distribuer des biens de secours rapidement, à construire des camps pour les réfugiés et l’impuissance du HCR à les protéger à Blace.

Le HCR a reconnu certaines défaillances, notamment le fait de n’avoir pas envoyé as- ▶

► sez vite du personnel et des secours en renfort. Le Haut Commissaire assistant Soren Jessen-Petersen évoque également le besoin de trouver un bouc émissaire.

A Blace, par exemple, tandis que le HCR était critiqué par certains pour sa soi-disant "timidité", au moins un gouvernement a exigé en coulisses que l'agence modère ses déclarations, et a même demandé le rappel d'un de ses porte-parole.

Des journalistes chevronnés qui ont critiqué la lenteur du HCR ont admis par la suite qu'ils n'avaient pas conscience des lourdes contraintes financières imposées à l'agence par son mode de financement. Celle-ci ne dispose pas de réserves lui permettant de faire face à une nouvelle urgence et doit faire appel aux donateurs pour obtenir des fonds supplémentaires lorsqu'une crise comme celle du Kosovo éclate. Cela entraîne d'inévitables retards. La rapidité de réaction du HCR dé-

pend entre autres de la rapidité avec laquelle de nouveaux fonds sont débloqués.

Et paradoxalement, bien que le Kosovo ait été la crise humanitaire la plus médiatisée, le HCR a rarement disposé d'aussi peu de moyens depuis sa création.

LES CONTRAINTES

"La communauté internationale a dépensé des milliards de dollars pour financer une campagne militaire destinée à permettre le retour des réfugiés. Il est regrettable qu'elle ne soit pas disposée à nous donner ce que nous demandons pour aider les réfugiés à s'établir de nouveau au Kosovo, s'est indigné Jessen-Petersen. Il nous faut 10 millions de dollars par semaine et nous vivons au jour le jour."

J. Brian Atwood, responsable de l'*Agency for International Development* des Etats-Unis à l'époque du conflit, a donné sa vision

des choses : "Au début de la crise le HCR n'a pas fait son travail parce qu'il n'en avait pas les moyens, ni financiers ni humains. Je pense que leurs problèmes de gestion étaient le résultat direct du fait que nous ne leur avons pas fourni les ressources nécessaires." Les réductions budgétaires imposées à l'ONU "ont causé de graves dommages", ajoutait Atwood.

Tandis que les pays donateurs réduisent dramatiquement leur soutien financier au HCR (au plus fort de l'exode l'Italie a versé 800 000 dollars à l'agence, alors que les dons privés des Italiens étaient dix fois supérieurs), ils allouent des sommes sans précédent à des projets bilatéraux, de gouvernement à gouvernement.

Les Italiens ont été les premiers à installer un camp à Kukes, une ville du nord de l'Albanie. Nul doute qu'il a bénéficié de des dizaines de milliers de réfugiés de même que d'autres programmes gouvernementaux.

Un représentant de Médecins du Monde tente de reconforter des réfugiés albanais au poste frontière de Morini.



Mais cette forme d'aide ne va pas sans problème. Le HCR, qui a pour mission de coordonner l'assistance et la protection des réfugiés, a souvent été le dernier informé de l'existence d'un nouveau camp ou projet. Ce manque de coordination a créé beaucoup de confusion. A titre d'exemple, cet incident, qui serait comique si l'heure n'était pas aussi grave : un gouvernement européen établit un camp, ce qui lui vaut la faveur de la presse. Puis une nuit ses représentants disparaissent comme par enchantement, sans qu'une seule organisation humanitaire ne soit prévenue. A Kukes, une organisation privée ouvre un camp de réfugiés qu'elle interdit d'accès au HCR et refuse de participer aux réunions de coordination de l'agence.

"L'une de nos plus grandes erreurs a sans doute été de sous-estimer l'énormité des enjeux, a déclaré un haut responsable humanitaire. Nous étions évidemment conscients de

l'ampleur de la crise du Kosovo, mais les enjeux politiques et militaires étaient plus colossaux encore. Dans ce contexte le moindre succès comme la moindre erreur prenaient une proportion démesurée. Et si chacun était prompt à recueillir des lauriers, chacun était encore plus prompt à jeter le blâme. Nous n'étions que des amateurs à ce petit jeu."

LA SAGA DE KUKES

Si Blace gravera à jamais la crise du Kosovo dans notre conscience, Kukes est vouée à entrer dans la saga des réfugiés, comme Sarajevo et Srebrenica, en tant que symbole vivant d'une tragédie mais aussi, peut-être, d'espoir.

Le nord de l'Albanie est une magnifique région parsemée de montagnes et de lacs semblables à des fjords. A Kukes, les "urbanistes" de l'ère communiste ont défiguré le paysage en érigeant des immeubles en béton de cinq étages pour loger les ouvriers des mines qui ont fermé depuis. Ici à Kukes règnent les mafias avec leurs bandes rivales et leurs règlements de compte, les groupes armés clandestins, la contrebande et le chômage. Une route en lacets défoncée relie Kukes à Morini, un morne point de passage à la frontière du Kosovo.

Plus de 440 000 réfugiés ont fui en Albanie, presque tous par Morini et Kukes, une agglomération de 28 000 habitants. On imagine difficilement une petite ville européenne ou américaine gérer un tel afflux de réfugiés démunis et terrorisés, seize fois plus nombreux que sa population. C'est pourtant ce que Kukes a fait avec un certain aplomb.

Ce lieu, qui compte parmi les plus reculés d'Europe est tout à coup devenu un centre névralgique. Des dizaines d'agences de presse internationales ont établi des liaisons satellite avec Kukes. Par centaines, stars des médias, responsables humanitaires, représentants de l'OTAN et tout un cortège de célébrités sont passées par Kukes. Certaines s'y sont temporairement installées, louant des appartements miteux pour 3000 dollars le mois.

Un café borgne, le "Bar America", était le lieu de rencontre favori de tout ce beau monde. Des combattants de l'Armée de libération du Kosovo y fanfaronnaient, promettant aux

"L'instauration de la paix au Kosovo sera l'une des opérations les plus ardues et les plus complexes jamais entreprises par les Nations Unies."

journalistes des incursions dans "les territoires occupés", les faisant attendre pendant des jours, tandis que les gangs locaux concluaient, on le présuait d'après leurs conversations, de sombres affaires de traite des blanches pour profiter des réfugiés. Le chômage avait dis-

paru, les habitants s'étaient improvisés chauffeurs, interprètes et hommes à tout faire. "C'était Noël à Kukes pour les habitants, commente un responsable humanitaire. Ils n'avaient jamais vu autant de richesses, même si cette abondance a été générée par une crise de réfugiés."

Transportant plusieurs familles, des milliers de tracteurs ont envahi la ville, beaucoup roulant à même les jantes. Les Italiens avaient installé leur camp high-tech près d'une mine désaffectée tandis que des troupes des Emirats arabes unis avaient monté un somptueux camp de tentes, doté d'un hôpital digne d'une ville occidentale.

Des files d'autocars vétustes et de vieux camions militaires ont transféré les réfugiés loin de la zone frontalière, vers l'intérieur de l'Albanie. Bien que pas des plus gais, ce système de convois a remarquablement bien fonctionné. Bon nombre d'autres Kosovars se sont installés chez des parents sur place ou se sont répartis dans sept camps aux alentours de Kukes, sans écouter le HCR qui les enjoignait de se mettre hors de portée des tirs serbes. Ils voulaient rester tout près de la frontière pour réunir les familles séparées et rentrer au Kosovo le plus tôt possible.

LE CHEMIN DU RETOUR

Au moment où l'on s'y attendait le moins, alors que les gouvernements et les organisations d'aide se préparaient à lancer un gigantesque programme de construction pour héberger les réfugiés pendant l'hiver, un accord est signé entre l'OTAN et Belgrade. On conseille aux réfugiés de ne pas bouger avant que la province ne soit redevenue sûre, mais ils font la sourde oreille. En quelques jours, ils sont déjà sur le chemin du retour.

"La scène était surréaliste", se souvient Kris Janowski du HCR qui a vu passer les Kosovars au poste frontalier de Morini. "Deux immenses panneaux rouges avec des têtes de mort peintes en noir les mettaient ▶



HCR/R. CHALISSAN

► en garde contre les mines. Les Albanais n'y ont pas fait attention, ils rentraient chez eux en faisant le V de la victoire. "Nous n'avons pas peur des mines, a dit un vieil homme,

du moment que les Serbes sont partis." "Le personnel humanitaire, équipé de compteurs manuels, a rapidement renoncé à essayer de dénombrer les réfugiés. Les voi-

tures de fabrication locale, les Zastava, conçues pour quatre passagers, en transportaient jusqu'à neuf, gémissaient sous le poids des matelas et des meubles entassés sur les

Kosovo, l'exode oublié

Des centaines de milliers d'Albanais du Kosovo se sont exilés au cours des années 90 – dans l'indifférence quasi-générale.

GASHI, JEUNE KOSOVAR, milite dans une organisation politique clandestine. Un jour, il apprend par son frère que des policiers serbes sont venus l'arrêter parce qu'il a participé à une manifestation contre le régime de Belgrade. Il prend aussitôt la fuite en direction de la frontière. Mais l'aventure tourne court : il est intercepté, on lui confisque son passeport, on le déleste des quelques devises qu'il a sur lui. Relâché quelque temps après, il fait une seconde tentative, et cette fois, c'est la bonne. Il réussit à atteindre la Slovénie, et de là l'Autriche, l'Allemagne et finalement la Suisse. Sa femme et ses quatre enfants restent au Kosovo.

Cette histoire pourrait être celle des presque un million d'hommes et de femmes chassés du Kosovo au début de cette année. A un détail près :

Gashi, lui, a connu la répression et l'exil en 1990, voilà bientôt dix ans.

Car si le déclenchement des frappes de l'OTAN et le récent exode de centaines de milliers de Kosovars ont eu un retentissement médiatique et politique sans précédent, le départ en masse des Albanais du Kosovo a commencé bien plus tôt, et s'est poursuivi tout au long des années 90 sans que l'opinion internationale ne s'en émeuve outre mesure.

L'avenir de ces expatriés est autrement plus incertain que celui des "réfugiés de 1999", dont beaucoup sont déjà rentrés. Combien sont-ils à vouloir retourner au Kosovo ? Les pays dans lesquels ils vivent actuellement leur laisseront-ils le choix de rester ? Comment vont-ils se réinsérer dans une société déchirée, après une si longue absence ? Leurs enfants vont-ils s'adapter à leur nouvelle vie ?

En 1989, Slobodan Milosevic prive le Ko-

sovo de son statut d'autonomie au sein de la Fédération yougoslave et lance une vaste opération de répression contre les autonomistes kosovars. Les Albanais de souche commencent alors à fuir la province et se réfugient à l'étranger, principalement dans les pays d'Europe de l'Ouest. L'exode se poursuivra pen-



Requérants d'asile kosovars dans un centre d'accueil en Bavière, Allemagne.

dant dix ans.

Les chiffres sont éloquentes : entre 1980 et 1988, moins de 42 000 ressortissants yougoslaves demandent l'asile en Europe. Ils sont 793 000 à le faire entre 1989 et 1998, tandis que la Fédération n'en finit pas de se désintéresser. Parmi eux, il y a près de 350 000 Albanais du Kosovo.

La plupart choisissent l'Allemagne et la Suisse, où beaucoup d'entre eux ont déjà de la famille, mais où ils reçoivent un accueil qui contraste avec le soutien international dont bénéficient les exilés de 1999.

Moins de 10% des Kosovars qui se sont exilés dans les années 90 obtiennent le statut de réfugié, malgré le durcissement de la répression dans leur pays. Ils sont souvent précédés à leur arrivée d'une réputation peu flatteuse, et fréquemment catalogués comme contrebandiers ou trafiquants de drogue.

DÉBOUTÉ DU DROIT D'ASILE

Quand Gashi s'est présenté aux autorités suisses en 1990, sa demande d'asile a été rejetée, tout comme celle de deux de ses enfants qui l'ont rejoint par la suite. Depuis, il vit à Genève avec des permis de séjours temporaires, périodiquement sous la menace d'un ordre d'expulsion, et multiplie les "petits boulots" pour nourrir sa famille.

La différence entre l'accueil réservé aux réfugiés de sa génération et celui réservé à ceux de la récente tragédie l'étonne et l'agace. "Quand à cette époque nous parlions de répression et de massacres, personne ne nous croyait, s'indigne-t-il. Avant l'offensive de l'OTAN, les Européens ne savaient rien et ne voulaient rien savoir. Maintenant leur attitude a complètement changé. C'est un virage à 180 degrés." Il avoue se sentir "trahi".

Gashi n'a pas revu sa femme et ses deux autres enfants depuis qu'il a quitté le village de Peqan, dans la région de Suva Reka au Kosovo. Récemment, il a réussi à les joindre au téléphone. Tous les siens sont sains et saufs, mais leur

maison familiale a été incendiée et ils ont dû partir en Albanie au début de l'année.

Dans quelques mois, il retournera chez lui, où bien des questions se poseront. "Il y aura des problèmes", reconnaît-il. Il pense en particulier à ses enfants, aujourd'hui des adolescents habitués à vivre dans une ville comme Genève et qui vont se retrouver au cœur d'un village. "Mais je n'aurai pas de regrets. Notre avenir se trouve au Kosovo."

La plupart des Kosovars partis à la même époque que Gashi vont un jour prendre le chemin du retour. La plupart le feront probablement de leur plein gré. Mais maintenant que l'OTAN et l'ONU veillent à la sécurité dans la province, les gouvernements européens vont sans doute dire qu'il est temps de partir, même pour les Kosovars qui ont réussi à s'enraciner à l'étranger et qui souhaiteraient rester. ■

toits à des hauteurs vertigineuses. Leurs châssis raclaient la route. Il y avait un poste d'assistance de l'ONU qui distribuait gratuitement de la nourriture, mais dans leur précipitation les véhicules passaient sans s'arrêter."

"Quand des centaines de milliers de réfugiés comme ceux-là décident de rentrer, il n'y a rien à faire, vous vous écarterez et vous les laissez passer, a déclaré un humanitaire encore sidéré. Vous suivez le courant."

Pourtant les dangers sont réels. Au cours des premières semaines il y a eu des dizaines de blessés et quelques morts, pas seulement à cause des centaines de milliers de mines disséminées un peu partout, mais aussi à cause d'autres engins qui n'avaient pas explosé, notamment les bombes à fragmentation lâchées par les avions de l'OTAN. Selon les experts en déminage le Kosovo est au moins aussi dangereux que la Bosnie, le Cambodge et l'Angola, et peut-être faudra-t-il "une génération" avant que la région ne soit relativement sûre à nouveau.

Tandis que la crise entre dans une nouvelle phase, toutes les parties en présence se trouvent confrontées à des problèmes d'une complexité aussi grande que lors de la phase d'urgence. Outre la menace des mines et de l'hiver, comment la nouvelle administration civile de l'ONU au Kosovo peut-elle convaincre des dizaines de milliers de Serbes et de Roms de revenir alors que leurs communautés sont à leur tour victimes de violences ?

Selon un consensus général, un règlement durable de la crise serait impossible sans prendre en compte les doléances de ces groupes. Et quoiqu'il serait dangereux d'établir trop de parallèles, il est décourageant de noter que des centaines de milliers de déplacés dans d'autres régions de l'ex-Yougoslavie, 500 000 en Serbie et au Monténégro, et beaucoup d'autres en Croatie et en Bosnie, attendent encore de rentrer chez eux longtemps après la cessation des combats.

À l'automne, la majorité des Albanais du Kosovo chassés de chez eux cette année, y compris les quelque 90 000 personnes qui avaient été évacuées vers 29 pays de par le monde, sont de retour ou ont exprimé le désir de rentrer. Mais qu'en est-il des 350 000 Kosovars qui se sont enfuis au début de la décennie ? Seront-ils autorisés à rester dans les pays européens où ils se trouvent depuis des années ou, s'ils retournent au pays, quelles sont leurs chances de réintégration ?

LA VOLONTÉ DE RECONSTRUIRE

Comme l'a fait observer Carl Bildt, dans le cas de la Bosnie un accord de paix formel



Aide humanitaire à Pec, une des villes les plus durement touchées du Kosovo.

avait été signé entre les parties, alors que les nouveaux administrateurs du Kosovo n'ont aucun cadre similaire pour les guider, ce qui ne simplifie pas leur tâche.

Quelque soit le bien-fondé des bombardements, il est clair qu'une fois la crise déclenchée l'opération humanitaire a globalement été une réussite.

Les répercussions régionales sont considérables. La Serbie se trouve affaiblie par les bombardements et sa mise au ban de la communauté internationale. La situation politique au Monténégro et en Macédoine reste fragile. L'Albanie est le pays le plus pauvre d'Europe. La Bosnie a accueilli plus de 20 000 Kosovars et ses problèmes internes la rendent encore plus vulnérable aux événements régionaux. On peut craindre qu'une fois les projecteurs détournés du Kosovo la communauté internationale ne verse pas les milliards de dollars nécessaires à l'aide humanitaire et à la reconstruction durable de la province.

Sur le plan de l'aide humanitaire, la préférence pour des programmes bilatéraux, tel qu'on a clairement pu le voir au Kosovo, ne risque-t-elle pas d'avoir un impact sur la coordination de la réponse à de futures crises et sur le financement d'organisations telles que le HCR ? Quel impact aura le rôle de l'OTAN, à la fois belligérant et fournisseur d'aide, sur la coopération entre les militaires et les humanitaires ?

Le débat sur la décision de bombarder le Kosovo ne sera jamais clos. Était-ce la seule issue possible ou s'agissait-il, pour reprendre une analogie de l'époque du Viet Nam, de "détruire le village pour le sauver" ?

Quelque soit le bien-fondé des arguments de chacun, il est clair qu'une fois la crise déclenchée l'opération humanitaire a globalement été une réussite. En dépit des lenteurs initiales et malgré d'autres défaillances, près d'un million de réfugiés ont pu être secourus. Les gouvernements des pays voisins et les familles d'accueil y ont bien sûr grandement contribué. Au bout du compte, il y aura eu moins de morts qu'on aurait pu le craindre vu la vulnérabilité et le nombre des réfugiés. Lorsqu'ils ont été chassés de chez eux, ils ont pu trouver un abri, même si c'était précaire, ils ont été nourris et ont reçu les soins nécessaires. Et lorsqu'ils sont retournés, ils ont fait preuve d'une détermination et d'un courage exemplaires. C'est avant tout cette volonté qui permettra aux exilés du Kosovo de panser leurs blessures et de reconstruire, pierre par pierre, leur pays retrouvé. ■

AU CŒUR DES BALKANS

BELGRADE



1 Des militants du parti communiste de Slobodan Milosevic manifestent à Belgrade en 1989 pour défendre "les droits des Serbes" dans tout le pays. La montée du nationalisme et la suppression de l'autonomie du Kosovo imposée par Belgrade la même année mettent le feu aux poudres dans la province.

© C. CUPIC

PRISTINA



HCR / M. SHINGHARA

2 En 1998, alors que le Kosovo tout entier s'embrase, le HCR vient en aide à quelque 400 000 personnes dans l'ensemble de la province. Sur cette photo, un responsable humanitaire vérifie des stocks avant une distribution.

SERBIE



9 Les Albanais du Kosovo sont rentrés chez eux mais près de 200 000 Serbes et Roms fuient la province par crainte de représailles. La plupart, comme ceux que l'on voit ici, se sont réfugiés dans d'autres parties de la Serbie, malgré les appels lancés par l'ONU pour qu'ils restent au Kosovo.

© M. BASTIC

BOSNIE HERZÉGOVINE

SARAJEVO

MONTÉNÉGR

PODGORICA

SHKODÉR

TIRANA

ITALIE

SERBIE



8 Les frappes aériennes de l'OTAN ont provoqué des dégâts considérables partout en Serbie. Elles se sont parfois trompées de cibles. Ainsi, les bombes alliées ont touché le sanatorium de Surdulica, rénové et transformé en centre d'hébergement de réfugiés par le HCR, faisant seize victimes parmi les réfugiés.

© M. BASTIC

KOSOVO



7 Le plan de paix signé début juin met fin à la guerre du Kosovo. La plupart des réfugiés sont rentrés chez eux en l'espace de quelques semaines. On a rarement vu autant de personnes s'enfuir et revenir si rapidement.

HCR / R. CHALASANI

5

■ Plus de 67 000 Yougoslaves, en majorité d'origine albanaise, ont demandé l'asile en Europe dans les six premiers mois de 1999.

■ Le président cubain Fidel Castro a offert d'envoyer 1000 médecins au Kosovo et dans d'autres régions de l'ex-Yougoslavie.

■ L'Union européenne a promis 500 millions de dollars d'aide annuelle pendant trois ans pour reconstruire le Kosovo.

■ Le PAM a annoncé qu'il comptait nourrir 2,5 millions de personnes en Yougoslavie, y compris au Kosovo, en Bosnie et en Croatie.



1



3 Début mars, l'OTAN lance son opération de frappes aériennes et les Albanais du Kosovo commencent à fuir vers les pays voisins. Près d'un million quitteront ainsi la province. Des centaines de milliers d'autres seront déplacés à l'intérieur du Kosovo. Ici, une famille arrive à Kukës, localité albanaise proche de la frontière.

THEY / R. CHALASANI

BELGRADE

8

RÉP. FÉDÉRALE DE YOUGOSLAVIE

9



HCR / H.J. DAVIES

4 Près de 250 000 personnes ont déferlé sur la Macédoine. Beaucoup d'entre elles ont été hébergées provisoirement dans des camps construits à la hâte, comme celui-ci à Cegrane.

7 MITROVICA
KOSOVO

2 PRISTINA

SOFIA

BULGARIE

3

KUKËS

4

EX-RÉP. YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE



THEY / H.J. DAVIES

5 Près de 92 000 Albanais du Kosovo réfugiés en Macédoine ont ensuite été temporairement évacués vers 29 pays à la demande des autorités de Skopje, qui affirmaient ne pas pouvoir accueillir plus de réfugiés. Ici, des Kosovars sont en route pour l'Angleterre.

ROYAUME-UNI

ALBANIE

6

KORÇE



THEY / B. PRESS

6 La majorité des Kosovars réfugiés en Albanie ont été hébergés dans des familles. Des grands-parents et leur petit-fils réfugiés à Bajram Curri posent fièrement aux côtés de leurs hôtes.

GRÈCE

- Exode des Albanais du Kosovo
- Retour des réfugiés albanais
- Exode des Serbes du Kosovo

AVEC L'AIMABLE AUTORISATION DE LIVINGEARTH.COM

GENÈSE D'UNE CRISE

Kosovo : une opération d'une redoutable complexité qui fera date dans l'histoire de l'humanitaire.

par **Nicholas Morris**

QUAND, IL Y A DEUX ANS, la communauté internationale prend soudain conscience que rien ne va plus au Kosovo, elle parle surtout d'aide humanitaire et de relèvement économique. Mais dès septembre 1998, Sadako Ogata, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, déclare que la crise du Kosovo, aux répercussions catastrophiques sur le plan humanitaire, est d'ordre politique et ne peut donc trouver qu'une issue politique. Elle dénonce alors les atteintes aux droits de l'homme perpétrées depuis des années, tenues pour responsables des origines de la crise.

Cette crise, qui couvait depuis des années, prend toute son ampleur en février 1998, lorsque de violents affrontements éclatent entre les forces de sécurité serbes et yougoslaves et les combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), de plus en plus présents à travers la province. Mais l'heure n'est pas encore à l'urgence.

En juillet 1998, les Serbes lancent une vaste contre-offensive et reprennent plusieurs zones stratégiques. Poursuivant leur politique de terreur, ils provoquent le déplacement en masse des populations civiles soupçonnées de soutenir l'UCK, qui de son côté commet aussi des violations des droits de l'homme.

Fin septembre, il y a déjà plus de 350 000 personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur de la province. Madame Ogata rappelle qu'aucune solution juste et durable n'est envisageable sans un changement radical de la politique de Belgrade envers les Albanais du Kosovo.

Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte alors la résolution 1199, qui exige le retrait

des forces de sécurité du Kosovo. Le retrait s'amorce fin octobre. L'UCK revient en force, tandis que les premiers contingents de la Mission de vérification de l'OSCE se déploient dans la province. De nombreuses personnes déplacées prennent le chemin du retour.

PAS DE SOLUTION EN VUE

Mais nul n'ignore que, sur le plan politique, cette solution n'est pas viable à long terme, qu'elle permet juste de gagner du temps. Rompant avec ses engagements, le président yougoslave ordonne fin décembre des "exercices militaires" clairement dirigés contre les positions de l'UCK. C'est le début d'un nouvel exode.

La conférence de paix de Rambouillet s'ouvre en février 1999, avec, en toile de fond, violence et déplacements de populations. Elle est interrompue le 23 février sans qu'un accord ait été conclu. Dès lors, la situation se dégrade à une vitesse alarmante. Début mars, l'ONU et les ONG doivent suspendre leurs opérations humanitaires. Quelque 260 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du Kosovo et 100 000 autres ont afflué dans les pays voisins. Depuis le début de 1998, près de 100 000 autres personnes ont cherché asile dans des pays plus éloignés, en particulier en Allemagne et en Suisse.

En ce début d'année 1999, le HCR vient en aide à quelque 400 000 personnes à l'intérieur du Kosovo. C'est une opération réussie. Comme lors du conflit bosniaque, des convois humanitaires acheminent l'aide à tous ceux qui en ont besoin, sans distinction aucune. Les biens de secours et le personnel humanitaire sont rarement interdits d'accès, ce qui n'était pas le cas en Bosnie, et les distri-



HCR/R. LEMOYNE

butions, y compris aux civils serbes, sont beaucoup plus faciles. Mais l'assistance humanitaire a ses limites : elle ne peut pas se substituer à l'initiative politique.

Le 24 mars, l'OTAN lance une opération de frappes aériennes qui durera plusieurs semaines. Au cours de cette période, 850 000 personnes s'enfuient du Kosovo ou en sont chassées. Le HCR se trouve engagé dans une opération d'une difficulté et d'une complexité sans précédent. De gigantesques problèmes d'ordre pratique se posent au niveau de la distribution de l'aide, mais c'est la protection des réfugiés qui s'avère un véritable casse-tête dans un contexte politique explosif aux enjeux colossaux. L'ex-République yougoslave de Macédoine n'est guère disposée à accueillir les réfugiés. Le Monténégro est prêt à protéger les réfugiés mais la présence sur son sol des forces de sécurité fédérales menace sa propre existence. L'UCK recrute à tour de bras. Au cours de l'exode, de nombreuses familles sont séparées.

Ni le HCR ni les responsables occidentaux ni la plupart des Albanais du Kosovo ne



Les bombardements de l'OTAN ont commencé suite à l'échec des pourparlers de paix de Rambouillet.

KEYSTONE/JAP/AN/EULER



Livraison de farine de blé à Urosevac lors des opérations de secours au Kosovo en 1998.

nable que cet appui militaire soit coordonné par ses soins plutôt qu'en vertu d'arrangements bilatéraux (comme cela aurait pu se produire), mais ne se fait aucune illusion quant à sa capacité à infléchir les décisions des Etats sur des questions qui mettent en jeu leurs intérêts.

LE PARTAGE DES RESPONSABILITÉS

Pendant des années, cette question a été l'un des chevaux de bataille des milieux humanitaires. Mais les pays d'accueil qui souhaitent que les donateurs ouvrent leurs frontières et pas simplement leur

portefeuille tenaient donc à ce qu'elle réussisse.

Les décisions des grandes puissances n'ont pas été la cause de la crise du Kosovo, mais celle-ci en a été la conséquence. Les Etats et l'OTAN ont été confrontés à une crise humanitaire qu'il fallait de toute urgence contenir et qui mettait en jeu des intérêts majeurs et parfois rivaux. L'intervention humanitaire permettait à la fois de juguler la crise et de préserver le pré carré de uns et des autres. En cas de réussite, chacun pourrait se vanter de son rôle, et, en cas d'échec, on aurait un coupable tout désigné, l'organisation chargée de l'opération.

LA PARTICIPATION DIRECTE DES GOUVERNEMENTS

En Bosnie, le HCR dirigeait les opérations, ce qui facilitait sa tâche de coordination. Lors de la crise du Kosovo, des Etats ont voulu eux aussi entreprendre leurs propres opérations humanitaires, pour le prestige de l'image, et se sont mis en quête de solutions rapides alors qu'il n'y en avait pas.

La coordination, qui fait pourtant partie du mandat du HCR, a constamment été difficile, voire impossible dans le climat de foire d'empoigne qui régnait. Ainsi, tel ou tel pays réclamait à cor et à cri une meilleure coordination de l'aide humanitaire, mais dans le même temps passait des accords bilatéraux d'assistance ou de construction de camps dont le HCR n'avait souvent connaissance qu'après coup. Et l'on a vu débarquer sur le terrain des ONG qui n'avaient ni une connaissance de la région ni l'expérience requise.

Des problèmes surgissent souvent au début d'une opération d'urgence, mais ceux-ci se sont avérés d'une redoutable complexité dans le cas de la crise du Kosovo. Cette expérience a confirmé que le HCR devait articuler plus clairement les défis et les problèmes potentiels dès les premiers signes de crise, et travailler en équipe avec les différents organismes de l'ONU et ses autres partenaires.

Une évaluation indépendante de l'opération est en cours, à la demande du HCR, afin de s'assurer que les leçons de la crise du Kosovo serviront d'exemple. Espérons aussi que des leçons seront tirées des échecs successifs de l'action politique qui ont rendu nécessaire une telle opération humanitaire. ■

Nicholas Morris a été envoyé spécial du HCR dans les Balkans en 1993-1994, puis de 1998 à avril 1999. Le texte ci-dessus est la version abrégée d'un article déjà paru dans la Forced Migration Review. Le point de vue exprimé par l'auteur ne reflète pas nécessairement celui du HCR.

s'attendaient à ces expulsions en masse. Quelques jours seulement avant l'exode, les grandes puissances occidentales encourageaient encore le HCR à préparer un programme d'aide en prévision du retour de la paix dans la foulée de Rambouillet.

L'ÉCHEC DE L'INITIATIVE DE PAIX

Ces mêmes gouvernements, dont certains critiqueront par la suite sans ménagement le manque de préparation du HCR, auraient-ils accepté un plan de secours humanitaire à grande échelle fondé sur un scénario d'échec de leurs efforts de paix ?

Lorsque cet échec jette des centaines de milliers de civils sur les routes de l'exode, la capacité du HCR à réagir est plus limitée par le manque de personnel chevronné et au fait des arcanes politiques des Balkans que par l'absence d'un plan d'intervention ou de stocks dans la région.

Le 3 avril 1999, alors que 300 000 Kosovars sont déjà réfugiés en Albanie et en Macédoine, le HCR demande l'assistance de l'OTAN aux termes d'une entente qui reconnaît expressément la primauté des organisations humanitaires. Faire travailler côte à côte humanitaires et militaires ne va pas sans problème. Le HCR fait appel à l'OTAN afin de sortir de l'impasse politique qui bloque 65 000 Kosovars à la frontière de la Macédoine. Skopje n'acceptera d'accueillir les Kosovars que si la communauté internationale construit des camps et met immédiatement en œuvre un programme d'évacuation humanitaire. Le HCR a en effet estimé préférer

portefeuille ont été peu écoutés jusqu'à récemment. Quand la Macédoine a accepté que les forces de l'OTAN stationnent sur son sol, cette présence lui a donné un moyen de pression et le poids nécessaire pour passer un marché : l'ouverture de ses frontières contre l'organisation immédiate d'un pont aérien pour évacuer les réfugiés hors de son territoire. Le HCR a donc lancé un programme qui aurait commencé de toute manière.

La sélection des réfugiés à évacuer a posé d'épineux problèmes. La formule elle-même était inédite : il n'était question ni de réinstallation ni même de protection temporaire. Certains Etats ayant accepté de prendre un contingent de Kosovars ont essayé de s'engager le moins possible, en refusant par exemple d'admettre des Kosovars qui voulaient rejoindre des membres de leur famille ayant déjà le statut de réfugié dans le pays concerné, car cela aurait entraîné l'octroi d'un droit de séjour permanent aux évacués.

Le paradoxe, c'est que des pays qui avaient suivi les recommandations du HCR concernant la protection des Kosovars avant l'action de l'OTAN ont adopté des politiques plus restrictives par la suite, certains allant même jusqu'à prétendre que les déportés ne pouvaient être considérés comme des réfugiés puisqu'ils n'avaient pas fui de persécutions individuelles !

On a souvent comparé le Kosovo et la Bosnie, mais en négligeant des différences fondamentales. L'intervention du HCR en Bosnie a en quelque sorte été acceptée comme supplantant une action politique. Les puissances im-



Au début de juin 1999, c'est au tour des Serbes et des Roms de fuir le Kosovo.

SUR LE CHEMIN DE L'EXODE

Une nouvelle vague de réfugiés fuyant le Kosovo afflue en Serbie. Mais le pays accueille déjà, tant bien que mal, un demi-million de réfugiés...

“CETTE ROUTE NE MÈNE NULLE PART, sauf à un grand trou noir. Mais nous n'avons pas le choix. Nous devons partir”, lâche Didac, 45 ans. D'un regard songeur et sombre, il fixe l'horizon, là-bas vers le nord, en direction de la Serbie. Sa femme et ses deux enfants se serrent silencieusement à l'arrière de la remorque du tracteur qui transporte deux autres familles serbes. “Nous sommes condamnés à être des vagabonds, car pour le monde entier nous sommes des parias”, ajoute-t-il en désignant la colonne de véhicules qui avance lentement sur la route.

Chaque trait de son visage buriné porte les marques de sa tragédie personnelle mais

aussi celle des Balkans. Depuis 1990, Didac est un réfugié.

Il est né dans la Krajina, en Croatie. Comme 170 000 autres Serbes, il en a été chassé par l'armée croate en 1995. Il s'est retrouvé au pays de ses ancêtres, la Serbie, et a cru y être en sécurité. Il se trompait. A peine était-il arrivé qu'il était “invité” par les autorités à aller “peupler” le Kosovo, province à majorité albanaise que le gouvernement central de Belgrade essayait de contrôler.

Il s'est donc installé au Kosovo. Mais il y a eu la guerre. Et lorsque les réfugiés albanais sont revenus au début du mois de juin, il a compris qu'il devait “faire ses valises”, comme il dit, malgré les appels internationaux

conjurant les 200 000 Serbes du Kosovo et les quelques dizaines de milliers de Roms de rester. “Notre vie était devenue un cauchemar”, résume-t-il. C'est ainsi que, pour la troisième fois en dix ans, Didac est devenu un réfugié.

Des milliers de Roms ont essayé de se rendre en Italie, mais beaucoup ont été arrêtés en route et renvoyés. “Nous n'avons plus de pays, confiait l'un d'eux. Alors, nous allons où le vent nous pousse.”

UN LOURD FARDEAU

Terrifiés à l'idée de subir des représailles, près de 200 000 personnes en provenance du Kosovo ont pris la route du nord, vers la Serbie ou de l'ouest, vers le Monténégro. Lourde fardeau pour un pays ébranlé par la guerre, frappé par un chômage endémique, à l'infrastructure paralysée, et qui accueille déjà 500 000 réfugiés, la plus forte concentration de réfugiés en Europe.



HCR/R. CHALANIASI

Au début le gouvernement de Belgrade a multiplié les obstacles administratifs pour pousser ces hôtes indésirables à retourner au Kosovo. Par exemple, les Serbes déplacés devaient au préalable s'être fait rayer des registres au Kosovo pour pouvoir se faire enregistrer auprès des autorités serbes. Seul petit problème : il n'y avait plus aucun fonctionnaire au Kosovo pour mettre à jour les fameux registres. Or, il fallait impérativement être enregistré en Serbie pour bénéficier des allocations et des bons d'essence, ou pour inscrire les enfants à l'école. "Ils essaient de forcer les gens à repartir en leur rendant la vie impossible", déclarait à l'époque Kris Janowski, porte-parole du HCR. Mais les quelques Serbes qui sont retournés au Kosovo se sont retrouvés dans une situation

tout aussi précaire qu'avant leur départ. Par la suite, le gouvernement a affirmé qu'il faisait son possible pour éliminer les blocages administratifs et améliorer l'accueil des personnes déplacées.

Les conditions de logement des réfugiés laissaient souvent à désirer. A Sirco, une équipe du HCR s'est rendue dans une toute petite école où s'entassaient environ 120 réfugiés. Dans l'une des pièces, quatre lits où dormaient sept adultes et une douzaine d'enfants. Dans une autre, deux lits en métal, des rouleaux de papier hygiénique en guise d'oreillers, un espace minuscule qu'une jeune femme nouvellement opérée partageait avec sa fille âgée de neuf ans, son mari et son grand-père.

Dans une autre localité, l'équipe du HCR a pu constater que la ration alimentaire journalière des réfugiés se résumait à un quart de miche de pain accompagné d'une maigre tranche de pâté. A Leskovac, environ 200 Serbes de la Krajina chassés de chez eux il y a sept ans campent toujours dans une école désaffectée aux canalisations crevées, sans eau chaude ni confort, pratiquement privés d'électricité, dans des conditions d'insalubrité telles qu'il faut se mettre un mouchoir sur

le nez quand on pénètre dans le bâtiment, confient les humanitaires.

RIEN QUE DES MIETTES

Depuis 1991, le HCR a dépensé 250 millions de dollars pour venir en aide aux réfugiés serbes. Mais, comme l'admet un responsable du HCR, "les réfugiés serbes n'ont pas la cote auprès des donateurs internationaux. L'essentiel des fonds disponibles ira à la reconstruction du Kosovo. Les Serbes n'auront que les miettes".

Certains réfugiés serbes ont tout de même réussi à s'intégrer dans le pays de leurs ancêtres. En 1997, la Serbie a adopté une nouvelle loi sur la nationalité et environ 42 000 demandes de naturalisation et de résidence permanente avaient été acceptées. Depuis 1992, près de 13 500 réfugiés en provenance de Croatie et de Bosnie ont été réinstallés dans d'autres régions par le HCR, principalement aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, au Chili, et dans divers pays d'Europe.

Malheureusement, à la fin de 1998, seu-

lement quelque 5000 réfugiés serbes étaient retournés en Croatie et en Bosnie dans le cadre des opérations de rapatriement volontaire du HCR. Certains de ces retours ont eu lieu pendant les bombardements de l'OTAN, dont 815 civils en Croatie et 35 en Bosnie.

Autrement dit, plus d'un demi-million d'hommes, de femmes et d'enfants réfugiés en Serbie depuis des années, auxquels sont venus se rajouter près de 200 000 personnes en provenance du Kosovo, vivent dans une sorte de no-man's land bureaucratique, ne sachant pas s'ils récupéreront un jour la maison familiale qui a été la leur pendant des siècles, ou s'ils pourront se réinstaller ailleurs.

La nouvelle administration civile de l'ONU au Kosovo est convaincue que les Serbes et les Roms doivent revenir pour que la province retrouve une stabilité durable. Mais pour l'instant, vu les exemples peu encourageants de ce qui s'est passé dans d'autres régions de l'ex-Yougoslavie, cela ressemble à une vague rêve, et pourrait même être une nouvelle source de conflit. ■

Un îlot de tolérance

Une petite république ouvre grand ses portes

DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 90, une vague de haine et d'intolérance submerge l'ex-Yougoslavie où le nettoyage ethnique fait des ravages. Elle épargne miraculeusement un petit coin de terre connu pour ses superbes plages, ses montagnes et ses marais sauvages : le Monténégro.

Dès 1991, les réservistes monténégrins ont refusé de rejoindre les rangs de l'armée yougoslave pour aller se battre contre la Croatie qui venait de proclamer son indépendance. C'est dire que la minuscule république du Monténégro s'est opposée très tôt à la politique qui allait conduire toute la région au désastre.

Le conflit s'est étendu. Le modeste Monténégro – 616 000 habitants à peine – a accueilli au fil des exodes successifs 45 000 réfugiés de Croatie et de Bosnie-Herzégovine et, fait remarquable, aussi bien des Serbes que des Musulmans, alors qu'ailleurs dans la région on claquait la porte au nez de qui-conque appartenait à une ethnie différente.

Les responsables humanitaires se souviennent encore de la générosité des autorités monténégrines en 1992 envers Serbes et Musulmans libérés des centres de détention en Bosnie où ils avaient été maintenus en captivité dans des conditions épouvantables :

les anciens prisonniers ont été hébergés dans des hôtels balnéaires qui accueillent normalement les touristes – et leurs précieuses devises.

Le Monténégro a de nouveau fait honneur à sa tradition de tolérance lors du récent conflit du Kosovo, et cela alors qu'il est officiellement l'allié de la Serbie au sein d'une Fédération peau-de-chagrin, que l'armée yougoslave stationne sur son sol et que la frontière commune avec sa "partenaire" est contrôlée par des policiers yougoslaves.

Le Monténégro s'est ouvertement élevé contre l'intervention serbe au Kosovo, malgré des risques évidents, et il a de nouveau accueilli des contingents entiers de Kosovars de toutes origines ethniques.

Au début de la crise du Kosovo, le Monténégro a hébergé 70 000 personnes déplacées, le plus souvent d'origine albanaise, et dont la plupart sont rentrés chez eux début juin quand le vent de l'histoire a tourné en leur faveur. Puis quand les Serbes et les Roms ont fui la province à leur tour, il a de nouveau ouvert ses portes et en a accueilli 22 000.

Dans une région où l'on a banalisé la haine, cette main tendue à toutes les victimes de la guerre est une leçon d'humanité à ne pas oublier. ■

Dennis McNamara, envoyé spécial du HCR dans les Balkans au moment où la crise du Kosovo prenait l'ampleur d'un conflit généralisé, se penche sur les difficultés rencontrées au début. Il évoque aussi les perspectives d'avenir.

Réfugiés : La crise du Kosovo nous est apparue comme une course contre la montre pour la communauté internationale. Une course pour venir en aide aux centaines de milliers de Kosovars chassés de leur pays, une course au moment de leur retour, et, à présent, une autre course à l'approche de l'hiver.

Dennis McNamara : Un demi-million de personnes ont dû prendre la fuite en l'espace de dix jours, à l'encontre de toutes les prédictions. Puis un demi-million de gens sont rentrés en deux semaines, là encore contre toute attente. La course contre la montre était inévitable.

La communauté humanitaire peut-elle gagner cette dernière course ?

● Nous sommes déjà venus en aide à des groupes plus importants en nombre, dans des circonstances plus difficiles qu'au Kosovo. C'est donc tout à fait réalisable. Là n'est pas le principal obstacle. Le véritable défi, c'est l'environnement politico-militaire, la sécurité et la pléthore des acteurs en présence, dont l'OTAN, l'Union européenne et les Nations Unies. Comment tout cela va-t-il s'imbriquer ?

On a beaucoup critiqué le HCR au début de l'exode des Kosovars.

● Certaines critiques étaient justifiées, d'autres non, d'autres encore l'étaient en partie. Quelques rouages du système auraient dû fonctionner plus efficacement et rapidement, mais aucun gouvernement n'avait prévu l'ampleur de l'exode. Nous avons très tôt fait appel au soutien des donateurs, en prévision des risques. Or les fonds n'arrivaient pas. La lenteur de la réaction doit être revue à la lumière de ces facteurs.

Pourquoi les gouvernements donateurs ont-ils si peu financé le HCR alors qu'il n'y a jamais eu autant de programmes bilatéraux, de gouvernement à gouvernement ?

● C'était un cercle vicieux. Les premières critiques ont conduit à une rétention des fonds et à une situation kafkaïenne où nous devions

sans cesse réclamer des fonds pour l'aide humanitaire alors que, pour le même conflit, les gouvernements avaient dépensé des milliards en matériel militaire. La multiplication des programmes bilatéraux sont le reflet d'un phénomène généralisé. Les gouvernements pensent ainsi mieux servir leurs intérêts nationaux. D'où le soutien financier apporté à l'OTAN pour son rôle après le conflit, ainsi qu'aux agences de l'Union européenne et de l'OSCE, alors qu'un organisme comme le HCR, pourtant chargé par ces mêmes acteurs de coordonner l'action humanitaire, a manqué cruellement de fonds.

Etant donné que bon nombre de ces gouvernements sont également les principaux donateurs du HCR, cette tendance n'est-elle pas inquiétante pour l'avenir ?

● Les donateurs tiennent un double discours. D'un côté ils approuvent le rôle de coordination du HCR, et de l'autre ils financent bilatéralement d'autres institutions et donnent des instructions précises qui ne sont pas coordonnées par l'ONU. Ces contradictions intrinsèques doivent être exposées clairement. Cette situation ne peut pas durer.

Le HCR a-t-il sous-estimé la complexité politique et militaire du Kosovo, et son ampleur ?

● Sur le plan humanitaire nous avons géré des situations plus complexes. Mais dès que l'OTAN a lancé sa première action militaire, les enjeux politiques sont devenus considérables et tout s'est incroyablement compliqué. Les agences humanitaires font des boucs émissaires commodes quand les choses se passent mal. C'était aussi une guerre médiatique, un cirque médiatique, 24 heures par jour d'une crise qui a duré quatre mois et les seuls reportages que l'on voyait semblaient négatifs. De nos jours, l'information et l'opinion ont autant d'impact que les actions. C'est une leçon que nous avons dû apprendre.

La coopération entre le militaire et l'humanitaire a toujours été un sujet délicat. Le Kosovo va-t-il à l'avenir renforcer ou éviter cette coopération ?

“IL EST DIFFICILE D'ÊTRE



Hôpital de Pristina : cette jeune Kosovare de 13 ans a perdu ses deux jambes au moment où elle retournait dans son village. La mine qui l'a mutilée avait été posée dans sa maison.

© O. VOGELSANG

OPTIMISTE'



● C'est une question essentielle. Pendant la guerre, du fait de cette relation compliquée, il a sans cesse fallu redéfinir le partage des responsabilités. L'OTAN était cent fois supérieure en termes de ressources humaines, matérielles et financières. Quand l'engagement militaire a pris fin elle a établi un calendrier de rapatriement et a commencé à entreprendre certaines actions qui relevaient de notre mandat. Elle n'a pas apprécié qu'on lui dise "Stop ! Ce n'est pas votre rôle". Et nous, nous n'avons pas apprécié qu'elle empiète sur notre mission. Puis les grandes puissances ont reconnu que la crise ne pouvait se régler uniquement par les moyens militaires et elles se sont tournées vers l'ONU pour gérer les conséquences du conflit. Ça a été difficile des deux côtés. Je suis sûr que cela laissera des séquelles.

Le Kosovo va devoir vivre pendant longtemps avec la menace que représentent les mines, n'est-ce pas ?

● On vient de trouver à l'aéroport de Londres une bombe datant de la Seconde Guerre mondiale. Le Kosovo n'échappera pas à cette menace. Les pièces d'artillerie qui n'ont pas explosé risquent d'ailleurs de poser plus de problèmes que les mines. On ne connaît ni leur nombre ni leur emplacement. Il faudra des années pour s'en débarrasser.

Dans les crises humanitaires il semble toujours y avoir un dangereux hiatus entre l'aide d'urgence et la reconstruction à long terme, ce qui risque également de se produire au Kosovo.

● La reconstruction de la société civile doit figurer en première ligne tout comme l'aide humanitaire. Les Etats donateurs doivent être suffisamment engagés et vigilants pour envoyer sur place ceux qui vont reconstruire les routes et les centrales électriques, l'appareil judiciaire et la police en même temps que les humanitaires. Il faut qu'ils soient sur le terrain avec nous pour que cet environnement anarchique ne dégénère pas en un dangereux vide institutionnel.

N'est-ce pas un vœu pieux et naïf de croire que le Kosovo peut redevenir un territoire multi-ethnique après tant d'horreur et de violence ? Après tout, ils sont encore des centaines de milliers à attendre de pouvoir rentrer chez eux en Bosnie.

● Certes, il y a dans l'air un esprit de vengeance et je ne sais pas si cette haine peut ou non s'apaiser. Ce qui est certain c'est que nous devrions assurer une protection à la fois physique et juridique aux individus. Ce manque de protection pourrait être fatal aux idéaux multi-ethniques.

Chaque exode de réfugiés semble en générer un autre. Y a-t-il un moyen de briser ce cycle ?

● Des centaines de milliers d'exilés sont retournés au Kosovo mais leur retour a été à l'origine de l'exil de près de 200 000 autres personnes. C'est un cycle infernal. Il est difficile d'être optimiste, et pourtant la stabilité d'un peuple est la pierre angulaire des droits de l'homme et de la démocratie.

De plus en plus, les donateurs destinent leurs fonds à certaines crises plutôt qu'à d'autres. Les centaines de milliers de réfugiés qui se trouvaient déjà en Serbie ont parfois été oubliés par la communauté internationale. N'est ce pas également inquiétant ?

● L'affectation sélective des fonds obéit clairement à des considérations politiques, mais depuis 1992 le HCR a pu distribuer une aide d'un montant de 250 millions de dollars pour les réfugiés serbes. Il sera bien plus difficile d'obtenir de nouveaux fonds pour les derniers déplacés serbes et pour ceux qui vivent depuis longtemps en Serbie dans des conditions misérables.

Après le retour de presque tous les réfugiés, quel est le rôle du HCR à moyen et long terme ?

● Nous allons continuer de parer aux rigueurs de l'hiver qui approche, tout en nous occupant des réfugiés restés en Albanie et en Macédoine ainsi que de la situation des Kosovars réfugiés plus loin en Europe, en Océanie et en Amérique du Nord. Nous avons encore du pain sur la planche, et pour longtemps.

Qu'en est-il des Etats voisins qui ont abrité tant de Kosovars ?

● Il ne faut pas les oublier. C'est le principal message. Nous, nous leur faisons savoir que nous renouvelons notre engagement à leur égard. Ils se plaignent de ne pas recevoir l'aide économique qu'on leur aurait promise. Les nations européennes doivent investir dans ces pays.

Mais c'est toujours la même histoire. Les caméras s'en vont et le monde oublie.

● Le Kosovo représente trop d'enjeux politiques. Il ne pourra pas tomber dans l'oubli simplement parce que la télévision est partie. Quand les dirigeants politiques sont gênés par des images de télévision, ils réagissent. Mais on ne gère pas les affaires internationales à coups de slogans et d'images. La guerre du Kosovo a été menée au nom de principes. A présent, investissons dans l'avenir en continuant de soutenir ces mêmes principes. ■

APPRENDRE À VIVRE ENSEMBLE

La cohabitation des militaires et des humanitaires est souvent émaillée de quelques frictions. Et pourtant...

par **Cedric Thornberry**

EST-IL ÉCRIT QUE LES SOLDATS de la paix et les défenseurs de l'humanitaire doivent être à couteaux tirés chaque fois que la cause de la paix les amène à collaborer ?

Non, évidemment. Et c'est tant mieux, car les deux partenaires ont un rôle complémentaire à jouer. Lors d'une catastrophe humanitaire, chacun a des responsabilités spécifiques mais le but à atteindre est le même.

A l'époque de la guerre froide, les missions de l'ONU concernaient essentiellement le maintien de la paix – après la signature d'un accord de cessez-le-feu entre les belligérants, par exemple. Mais depuis une dizaine d'années – en gros depuis les interventions en Namibie et en Amérique centrale – elles couvrent un champ beaucoup plus vaste qui réunit, pour la première fois, le politique, le militaire, l'humanitaire, l'ordre public, la justice, et l'aide au développement.

Aujourd'hui, la communauté internationale est de plus en plus souvent appelée à arbitrer des conflits internes aux conséquences dramatiques – qu'il s'agisse de l'ex-Yougoslavie ou du Rwanda. Et le HCR est toujours appelé à intervenir, tout comme d'innombrables agences de l'ONU, ONG et organisations intergouvernementales qui n'ont pas forcément le même point de vue.

En effet, le mandat et les priorités des différents acteurs ne coïncident pas toujours, d'où des risques de frictions. Dans le cas de la Namibie, par exemple, comment pouvait-on concilier le mandat du HCR – assurer en priorité le bien-être des rapatriés – et l'obligation faite au GANUPT (Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition) de traiter sur un pied d'égalité tous les Namibiens ?

Pourquoi ces tensions entre militaires et personnel civil ? En théorie, elles n'ont pas de raison d'être. Dans des opérations de maintien de la paix, c'est aux militaires qu'il incombe d'appuyer le travail humanitaire du HCR et des autres organisations, et nul au HCR ne remet en question ce rôle. Mais dans

un environnement particulièrement dangereux, les militaires peuvent être appelés à faire équipe avec le HCR pour protéger et aider les populations, et les tâches humanitaires se trouvent alors intimement liées à celles des militaires. Parfois, ils sont également appelés à renforcer les capacités en logistique si elles s'avèrent insuffisantes.

UN TOUT DIFFICILEMENT DISSOCIABLE

Les tâches civiles et militaires peuvent donc se chevaucher. Ce n'est que sur le papier qu'elles semblent dissociées. Comment, par exemple, trancher entre l'impératif de ravitailler un village isolé menacé par la

ressources, des chaînes de commandement et de contrôle, ne peuvent qu'accroître l'incompréhension mutuelle et renforcer les visions stéréotypées.

Une coopération plus étroite entre les organisations humanitaires et au sein du système des Nations Unies devrait se profiler grâce au Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), mais il faudra s'occuper tout particulièrement des relations entre militaires et personnel civil, qui pourraient devenir un enjeu majeur au cours du siècle à venir.

Il faut surtout que les militaires et le personnel humanitaire apprennent à mener des opérations mixtes de maintien de la paix et à bien les encadrer, en particulier sur le terrain. Nombre de préjugés et de malentendus naissent de la méconnaissance des tâches et des

valeurs de chacun.

L'OTAN s'efforce depuis quelques années d'intégrer une dimension humanitaire et sociale à ses cours de formation de maintien de la paix, sans toujours bénéficier de l'appui total des grandes organisations humanitaires. Le maintien de la paix et les affaires civiles font désormais partie des matières enseignées dans de nombreuses écoles militaires nationales.

Le fossé ne sera pas facile à combler. En effet, au niveau structurel, deux grands problèmes sont à l'origine de tensions inutiles.

Il est déjà difficile de coordonner le travail des militaires et des humanitaires dans les opérations de maintien de la paix placées sous l'autorité d'un seul chef de mission et d'une chaîne de commandement unique. Dans ces conditions, scinder les opérations militaires et les opérations civiles, comme on l'a fait dans les Balkans, semble être une prise de risque irréfléchie.(...)

Non, les militaires et le personnel civil ne sont pas condamnés à ne pas s'entendre. Il faut les encourager à se rencontrer et à dialoguer, à se comprendre et à respecter la mission de chacun. ■

Cedric Thornberry a été Chef de l'administration des affaires civiles et Sous-Secrétaire général pour l'ex-Yougoslavie (1992-1994). Il a participé à des missions de maintien de la paix de l'ONU à Chypre, au Moyen-Orient et en Namibie.



Soldats britanniques distribuant du pain dans le camp de réfugiés de Stenkovic 2, en Macédoine.

mine et les réticences des militaires qui jugent l'acheminement de vivres trop risqué ?

Il y a quatre ans, le HCR a publié deux guides : *le Manuel du HCR sur la composante militaire dans les opérations humanitaires* et un module destiné à son personnel, intitulé *Travailler avec les forces armées*. Ces deux publications, évoquent sans détour la relation difficile des militaires et des humanitaires. Les militaires trouvent les humanitaires souvent trop jeunes et inexpérimentés. Quant aux humanitaires ils considèrent que, face à des problèmes complexes, les réponses des militaires sont simplistes et à courte vue.

Il est vrai qu'il existe des divergences d'opinion. La formation et les antécédents respectifs des deux partenaires, leur approche du processus décisionnel, de l'utilisation des



HCR/VE DEL MUNDO

Quarante-cinq personnes ont été massacrées dans le village de Racak en janvier 1999.

UN SENTIMENT DE DÉJÀ VU...

Retour dans une province meurtrie où les larmes n'ont pas leur place.

par Fernando del Mundo

L'AMBIANCE ÉTAIT PRESQUE JOYEUSE au milieu des ruines, ce jour-là à Lodja. Une dizaine d'habitants réparaient une école où ils allaient loger avec leur famille pendant qu'ils rebâtiraient leur maison dans ce petit village symbolisant le cœur et l'âme de Pec, la deuxième ville du Kosovo après Pristina. Le HCR avait fourni les outils et le matériel nécessaire. D'autres organisations

humanitaires remettaient en état les installations électriques et les conduites d'eau. Une vieille femme contemplait l'unique pan de mur encore debout de sa maison. "Et voilà ma vie flanquée par terre, me dit-elle. Toutes mes économies étaient là dedans." Mais lorsque sa fille fond en larmes, elle la fait taire, presque en colère. La reconstruction doit continuer malgré le désespoir.

La scène se passait il y a un an, avant les frappes aériennes de l'OTAN et les gros titres

de la presse internationale. Je m'étais rendu à Lodja dans le cadre de mon travail pour le HCR. Les paramilitaires serbes venaient de bombarder une centaine de maisons et une mosquée. J'avais un peu l'impression d'être à Manille, la ville de mon enfance, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. À côté d'un trou béant, un mur noirci sur lequel les agresseurs avaient gribouillé "le café de Lodja n'existe plus" me rappelait les dizaines de graffitis laissés par d'autres unités serbes victorieuses d'un bout à l'autre des Balkans depuis le début des années 90.

Je suis récemment retourné à Lodja. La plupart des habitants venaient de rentrer. Et d'emblée j'ai retrouvé cette atmosphère si particulière qui m'avait tellement frappé l'année d'avant : l'énergie indomptable de tout un peuple.

Les dégâts étaient certainement encore plus considérables que lors de ma visite précédente. Le centre historique de Pec, avec ses rues pavées bordées de boutiques où l'on vendait de l'or, et ses multiples échoppes, était détruit. Dès mon arrivée, je suis allé faire un tour pour mesurer l'ampleur des dégâts. Au détour d'une rue, une famille albanaise était plantée devant un tas de ruines. L'homme parlait avec animation en dessinant à grands gestes un bâtiment imaginaire. "Ah! mais je vous connais", me lança-t-il en me voyant. Et comme je l'interrogeais : "Eh oui, c'était ma maison. Mais je n'ai que 44 ans, et avec ma femme et mes quatre gosses nous allons nous organiser. Tout va rentrer dans l'ordre, et je vais rouvrir mon atelier de menuiserie dès que possible."

Pour qui connaît le Kosovo, il n'est pas surprenant que des centaines de milliers d'exilés soient rentrés si vite chez eux, parfois du bout du monde, malgré les appels à la patience lancés de toutes parts : en 1998 déjà, les civils s'étaient contentés de s'éloigner de quelques kilomètres à chaque accrochage entre l'armée serbe et l'UCK, et se réinstallaient dès que le danger s'éloignait.

RETROUVAILLES

Décidément, au Kosovo tout le monde se connaît. L'Albanais que je retrouvais au milieu des ruines de Lodja m'avait déjà rencontré en septembre 1998 à Krusevac, où avaient afflué plus de 250 000 Albanais chassés par l'avancée des troupes serbes. Les bruits d'artillerie se rapprochaient, et on m'avait supplié de faire quelque chose pour stopper les bombardements. J'avais appelé le bureau du HCR à Belgrade, qui avait contacté des responsables du gouvernement au plus haut niveau. Mais je ne saurai jamais si mon coup de téléphone

a changé quoi que ce soit.

Ce même Albanais, qui avait reconnu appartenir à l'UCK, m'avait aussi croisé à Istinic, juste au sud de Krusevac, où des civils étaient retenus par l'armée serbe qui bloquait les routes. Il faut dire qu'à l'époque le HCR était partout : il venait en aide à environ 400 000 personnes et nos équipes, notamment le personnel local qui risquait gros dans cet environnement dangereux, sillonnaient la province à bord de véhicules non blindés, se rendant dans des zones où les observateurs internationaux refusaient d'aller.

En fait, depuis le printemps 1998, nous organisons des convois presque chaque jour. Un de mes collègues, Francis Teoh était à bord du dernier convoi qui se rendait au village d'Adë. Le soir même, on nous donnait l'ordre de nous replier en Macédoine en prévision des frappes de l'OTAN.

Il faut normalement moins d'une heure pour aller de Mitrovica à Adë. Ce dernier jour, il en fallut plusieurs, le convoi ayant dû franchir onze barrages. Les choses faillirent mal tourner lorsqu'un soldat serbe frappa l'un des

chauffeurs. Voulant intervenir, Francis s'était retrouvé avec une kalatchnikov pointée sur l'estomac. Il réussit à redresser la situation en lançant avec humour un "Nema problema" (pas de problème) accompagné de ce sourire contagieux qui l'avait si souvent tiré d'un mauvais pas.

Nous avons donc quitté le Kosovo, en pensant être de retour quelques jours plus tard. Mais les bombardements de l'OTAN ont duré deux mois et demi. Après la signature du plan de paix, nous avons repris nos activités sur place, mais en les réorientant. Nous avons continué à aider les Kosovars déplacés, mais nous devons également protéger les minorités, et notamment les enclaves serbes et roms, qui se trouvaient au beau milieu des populations albanaises.

Car les Serbes étaient désormais en position de vaincus. Ce retournement de l'histoire me rappelait la réponse, au début de l'année, de Jo Hegenauer, qui dirigeait alors les opérations du HCR au Kosovo, lorsqu'on lui avait demandé si, lors d'un conflit, il y avait une différence entre la souffrance en Euro-

pe et dans une autre région du monde: "La guerre, c'est toujours la guerre. La souffrance est partout la même."

Je me souviens qu'en mars dernier, au cours d'une de mes dernières missions sur le terrain au Kosovo, j'avais rencontré dans un village des environs de Pristina une unité spéciale d'hommes armés qui venait de débusquer une centaine de paysans terrorisés. J'avais filmé la scène. Des soldats en cacoules m'avaient arraché mon matériel, mais un officier me le rendit en s'excusant. "Il y a assez de place pour tout le monde au Kosovo", m'avait-il dit. Puis il avait rageusement écrasé sa botte sur une motte de terre, "mais cette hargne nous dévore tous..."

Le jour de mon départ, 14 paysans serbes venaient de se faire massacrer par des inconnus. En janvier de cette année, 45 Albanais ont été massacrés dans le village de Rakak, crime unanimement condamné par la communauté internationale. J'annonçai la nouvelle du massacre des paysans serbes à un ami kosovar : "Mon Dieu, s'écria-t-il, nous sommes devenus comme les Serbes !" ■

Sauver des vies n'a pas de prix

Les bénévoles d'une organisation caritative locale ont aidé de nombreux Kosovars âgés et infirmes. Souvent au péril de leur propre vie...

Des centaines de milliers de civils ont été contraints de prendre la fuite pendant la guerre du Kosovo. Dans chaque ville, chaque village, ils laissaient derrière eux qui un grand-père, qui un vieux voisin malade, qui une tante octogénaire... Des hommes et des femmes âgés et infirmes, trop faibles pour partir, ou simplement trop las pour avoir encore envie de vivre. "Des vieillards incapables de se défendre, abandonnés à leur sort depuis des jours, et qui risquaient de mourir de faim", se souvient Fatima Boshanjaku, bénévole de la Société Mère Teresa.

Cette organisation caritative albanaise venait en aide à près de 500 000 personnes au début de l'année, mais les bombardements aériens de l'OTAN et l'intensification de la campagne d'épuration ethnique par les forces serbes l'ont obligée à interrompre ses activités.

Pourtant, quelques bénévoles ont décidé

de rester coûte que coûte au Kosovo. Lorsque la nourriture a commencé à manquer, ils ont fouillé les maisons en ruines à la recherche d'un peu de farine pour nourrir leurs protégés. Ils ont ainsi sauvé de nombreuses vies, mais l'ont payé cher. Six morts à Djakovica,

En 1998, la Société était devenue la principale partenaire opérationnelle du HCR.

deux blessés, six arrestations suivies de tortures, neuf disparitions : au total, une centaine de bénévoles de la Société Mère Teresa ont été tués dans la province au cours du conflit, ou portés disparus.

La Société porte le nom de la religieuse albanaise qui a reçu le prix Nobel de la paix pour son travail auprès des miséreux de Calcutta. Au cours de sa première année d'existence, en 1990, la Société Mère Teresa est venue en aide à environ 15 000 personnes, surtout des chômeurs et leur famille.

En 1998, elle avait pris une telle expansion qu'elle comptait près d'un demi-million

de bénéficiaires et était devenue la principale partenaire opérationnelle du HCR pour l'acheminement des secours. Des mois durant, avant les bombardements de l'OTAN, des convois multi-agences ont transporté nourriture, couvertures, matelas et autres articles jusqu'aux entrepôts de la Société. De là, les bénévoles se chargeaient de la distribution avec des tracteurs-remorques et ravaillaient ainsi des zones isolées rendues encore plus inaccessibles par le quadrillage de l'armée serbe. C'était un travail particulièrement dangereux. Déjà en août 1998, un char serbe avait pris pour cible un convoi de ravitaillement. Pas de méprise possible : les sigles des organisations humanitaires étaient bien visibles sur les cartons empilés dans les remorques. Trois bénévoles ont été tués.

Dans le chaos généralisé, les entrepôts de la Société Mère Teresa ont été pillés et incendiés et 78 des 92 dispensaires de la Société ont été rasés. La plupart des 22 employés et des 8000 bénévoles de l'organisation ont dû se réfugier dans les pays voisins, où ils ont participé aux opérations de secours.

Aujourd'hui, la Société a repris ses activités. Les bénévoles sont de retour, 38 bureaux (sur 44) ont rouvert, et 500 des 636 antennes locales fonctionnent de nouveau. Jak Mita, vice-président de l'organisation, se veut optimiste : "Les conditions sont plus favorables, explique-t-il, et on nous laisse travailler librement." ■

D'UN ENFER À L'AUTRE

Pourchassés par la violence, traqués par la faim, ils survivent en se nourrissant de feuilles et de racines. Les oubliés de l'Afrique

par Peter Kessler

Tandis que les projecteurs étaient braqués sur le Kosovo, Justine Kokolo et ses sept enfants vivaient un véritable cauchemar en plein cœur de l'Afrique. Fuyant l'enfer de Brazzaville, la capitale de la République du Congo, au moment de la reprise des combats entre l'armée régulière et les troupes rebelles l'année dernière, la famille Kokolo s'est retrouvée dans un autre enfer, avec pour seule nourriture des feuilles et des racines de manioc...

Le Pool est une zone méridionale marécageuse et inhospitalière quasiment coupée du reste d'un Congo en ruines au sous-sol regorgeant de pétrole. Selon des sources gouvernementales, il y aurait dans cette région 200 000 personnes déplacées, plutôt 100 000 selon les organisations humanitaires, réduites à déterrer des racines et à grappiller ce qu'elles trouvent dans les fermes abandonnées. La malnutrition commence à faire des ravages et des enfants en meurent, même après avoir réussi à quitter la région et à s'abriter dans les camps de l'ONU.

Mais ces milliers de déplacés congolais ne sont pas seulement menacés par la famine. Ils sont aussi menacés par les rebelles "ninjas", les partisans de l'ex-ministre congolais des Affaires étrangères Bernard Kolelas, en lutte contre le régime en place. Selon eux, les "ninjas" les utilisent comme boucliers humains lors des raids des hélicoptères de l'armée. Ils seraient drogués du matin au soir, semant la terreur et la désolation et tuant des civils sans motif apparent.

La crise du Congo est l'une des plus tragiques et des plus meurtrières de toute l'Afrique. Et pourtant, elle ne fait jamais la une de l'actualité. Elle passe même quasiment inaperçue. Le personnel humanitaire présent sur place craint que les conflits qui occupent le devant de la scène, comme celui du Kosovo par exemple, ne monopolisent non seulement l'attention des médias mais aussi celle de l'aide internationale. Comment espérer dans ces

conditions que Justine Kokolo et ses enfants tout comme les dizaines de milliers d'autres déplacés puissent un jour échapper à cette vie d'errance et de misère ?

UNE VILLE-FANTÔME

Les conditions de vie étaient tellement épouvantables dans la région du Pool que la famille Kokolo est retournée à Brazzaville, malgré le danger. Elle a trouvé une ville-fantôme. Les avenues désertes résonnent jour et nuit du crépitement des tirs d'armes automatiques. La pénurie alimentaire est chronique. De nombreux immeubles ne sont plus

que des carcasses vides. Le centre de transit où Justine a trouvé un peu de place est un complexe sportif abandonné et maintes fois pillé, comme tous les autres bâtiments de la ville, avant même d'avoir

Une tragédie qui ne fait jamais la une de l'actualité.

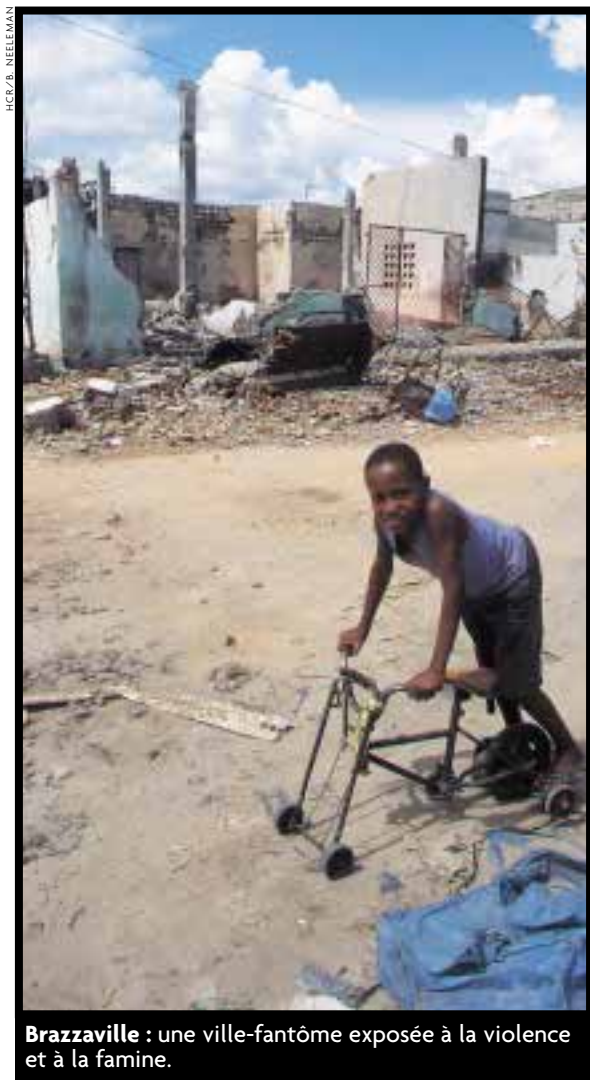
été achevé. Le terrain de basket sert de dortoir à 2000 personnes qui dorment à même le sol. Non loin de là, l'ancien champ de courses est envahi par la jungle.

Justine se demande si elle pourra jamais trouver un lieu sûr, ou moins dangereux, si tant est qu'il en existe un au Congo : "La vie est encore pire à Brazza. J'aimerais retourner dans le Pool, à Lomou, avec les enfants, mais il n'y a aucun moyen d'aller jusque là-bas."

Depuis le début de 1999, quelque 35 000 Congolais affamés se sont réfugiés dans un pays voisin lui-même en proie à la violence : la République démocratique du Congo (RDC). Et 25 000 civils terrorisés se sont enfuis au Gabon au début de juillet.

Malgré les appels à la prudence lancés par le HCR, 30 000 personnes au moins ont quitté le territoire de la RDC depuis avril dernier pour rentrer à Brazzaville.

Or, rien ne va plus dans cette ville naguère prospère. Il n'y a pas de travail, et il n'est pas rare d'apercevoir, à l'ombre des immeubles, des ex-fonctionnaires accroupis devant de maigres bric-à-brac dont ils essaient de tirer quelques sous. La plupart des habitants de la capitale ne survivent que grâce aux distributions de nourriture de quelques organisations humanitaires. L'ONU vient de demander aux donateurs de faire un effort financier supplémentaire, mais cet appel n'a jusqu'à présent trouvé aucun écho. Pour les oubliés du Congo, il faudra encore patienter... avant d'avoir un toit et, simplement, de quoi manger. ■



Brazzaville : une ville-fantôme exposée à la violence et à la famine.

■ Hong Kong a rouvert un deuxième camp d'hébergement pour y reloger les *boat people* vietnamiens d'origine chinoise à la

suite de heurts avec leurs compatriotes d'origine ethnique vietnamienne.

■ Plus de 100 000 Afghans ont fui les derniers combats entre les talibans et les forces de l'Alliance du Nord.

À la recherche d'un refuge

ETHIOPIE

Reprise des opérations

Le rapatriement des Somaliens réfugiés en Ethiopie a repris en juin. Il avait été suspendu à la fin de 1998 en raison des difficultés persistantes rencontrées par les rapatriés dans le nord de la Somalie. Le HCR a programmé trois convois hebdomadaires jusqu'en décembre et espère rapatrier jusqu'à 60 000 personnes avant la fin de l'année. L'Ethiopie a accueilli des centaines de milliers de Somaliens, d'abord à la fin des années 70 lors de la guerre de l'Ogaden, puis pendant la guerre civile au début des années 90. Elle en accueille encore environ 200 000.

ANDORRE

Petit pays au grand cœur

L'Andorre, 60 000 habitants, est l'un des plus petits pays du monde. Et pourtant, dès le début de la crise du Kosovo, son ambassadeur auprès de l'ONU a fait un don de 100 000 dollars pour aider le HCR à secourir les victimes. L'Andorre a également fait savoir qu'elle était prête à accueillir 10 réfugiés kosovars ayant besoin de soins médicaux. C'est la première fois semble-t-il que la petite principauté participe directement à une action en faveur des réfugiés.

NATIONS UNIES

Plus de poigne pour la paix

Le Conseil de sécurité de l'ONU a réclamé un surcroît d'effort pour faire appliquer les accords de paix signés par les belligérants. Dans une déclaration formelle, il a proposé une série de mesures concrètes visant à garantir le désarmement effectif des ex-combattants et leur réintégration dans la société civile. Il a noté par ailleurs que les accords de paix et la présence de casques bleus sur le terrain ne suffisaient pas toujours à faire cesser les combats, comme en témoignent nombre de conflits récents.

AFRIQUE

Bilan mitigé

LES DIRIGEANTS AFRICAINS se sont récemment réunis à Alger pour leur dernier sommet de ce siècle. S'il apporte quelque espoir aux réfugiés du continent africain, le bilan dressé à cette occasion ne dissipe pas toutes les inquiétudes. La bonne nouvelle, c'est que les efforts déployés pour mettre fin à trois conflits particulièrement tenaces – le cauchemar sierra-léonien, la guerre civile en République démocratique du Congo (RDC) et le conflit entre l'Ethiopie et l'Erythrée – semblent enfin porter leurs fruits.



Les présidents de la Sierra Leone, du Nigeria et du Libéria assistent à la destruction de plus de mille armes.

Le retour de la paix soulagerait les 450 000 réfugiés sierra-léonais, les centaines de milliers de leurs compatriotes déplacés à travers tout le pays, les quelque 600 000 malheureux fuyant les récents combats dans la corne de l'Afrique, les 100 000 civils (au moins) qui ont dû se sauver de la RDC ces derniers mois, les 700 000 Congolais déplacés, les 300 000 personnes en provenance des pays limitrophes qui sont venues gonfler la population des camps de réfugiés du Congo. Mais les accords de cessez-le-feu vont-ils tenir ? Rien n'est moins sûr – et c'est la mauvaise nouvelle du Sommet d'Alger. La signature d'un accord par le régime de Kinshasa n'a pas empêché des milliers de Congolais de continuer à fuir leur pays. Le Haut Commissaire Sadako Ogata, qui participait au sommet, a noté avec satisfaction que les dirigeants africains avaient cessé de s'apitoyer sur le sort de leurs pays et qu'ils avaient décidé de s'attaquer aux problèmes politiques et économiques qui entravent l'essor du continent. "Cette nouvelle attitude est porteuse d'espoir pour l'avenir de l'Afrique", a-t-elle conclu. ■

MONDE

Le HCR en chiffres

EN 1998, LE NOMBRE DE RÉFUGIÉS et autres personnes relevant du mandat du HCR a diminué d'environ 4% par rapport à l'année précédente, se chiffrant à 21,5 millions de personnes. Les derniers chiffres publiés récemment montrent que le nombre de réfugiés a diminué dans les mêmes proportions et s'élève à 11 491 710 personnes. Les requérants d'asile, les rapatriés, les

personnes déplacées ainsi que certaines populations victimes de la guerre ont également bénéficié de l'assistance du HCR. Les baisses les plus sensibles ont été enregistrées en Amérique latine et dans les Caraïbes (- 11%), en Europe (- 9%) et en Afrique (- 6%). Il y aurait toutefois quelque 1,3 million de requérants d'asile aujourd'hui dans le monde, soit un bond de 38%. ■

GUATEMALA

Retour au pays

À DÉBUT DES ANNÉES 80, 45 000 Guatémaltèques se sont réfugiés au Mexique pour échapper à la guerre civile. Certains d'entre eux sont rentrés peu de temps après. La grande majorité des autres les ont suivis plus tard, soit par leurs

propres moyens, soit avec l'aide du HCR et du gouvernement. Le 24 juin, un dernier groupe de 167 réfugiés a été rapatrié dans le cadre d'une opération de retour volontaire. Le programme du HCR au Guatemala a ainsi été bouclé avec succès. "Je rêve de créer une association d'aide aux mutilés de guerre", confie un homme qui a vécu 16 ans en exil. "Nous sommes encore un peu inquiets. Vous savez, après la si-

gnature des accords de paix, nous avons dû attendre encore des années au Mexique. Mais comme tout le monde, j'ai le sentiment que maintenant je peux commencer une nouvelle vie dans mon pays." Certains de ses compatriotes ont choisi de rester dans le pays qui les a accueillis. Le gouvernement mexicain leur a offert l'accès à la citoyenneté mexicaine. Plus de 1200 d'entre eux l'ont déjà obtenue. ■

■ Les Pays-Bas ont fait savoir qu'ils renverront les déboutés du droit d'asile chez eux dans le mois qui suivra le rejet de leur demande.

■ L'Union européenne a approuvé une aide de 4,7 millions de dollars pour les réfugiés du Myanmar installés dans des camps à la frontière thaïlandaise.

■ L'Irlande envisage de délivrer des permis de travail à certains requérants d'asile afin de pallier une pénurie de main-d'œuvre.

■ Des centaines de Soudanais se sont réfugiés en Ouganda en juillet 1999 pour ne pas être enrôlés dans les troupes rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan.

ETATS-UNIS

Pas de droit d'asile pour les victimes de violences conjugales

UNE COMMISSION D'APPEL a décrété que la violence conjugale n'est pas un motif recevable pour bénéficier du droit d'asile aux Etats-Unis. En 1996, un juge accepte la demande d'asile de Rodi Alvarado Peña, qui s'est enfuie du Guatemala pour échapper à la brutalité de son mari. Il l'avait frappée et violée, lui avait fracassé la tête et donné des coups de pied avec une telle violence qu'elle avait eu une hémorragie interne et avait dû être hos-

pitalisée. D'après le juge, le gouvernement guatémaltèque ne l'aurait pas protégée. La décision du juge s'inscrivait dans l'esprit des directives publiées en 1995 par le Service d'immigration et de naturalisation, qui recommandent la prise en compte de persécutions liées à l'appartenance sexuelle, sans préciser si les femmes persécutées par leurs maris peuvent bénéficier du droit d'asile. Saisie par le Service d'immigration, la commission d'appel a décidé, par dix voix contre

cinq, que Mme Alvarado n'a pas prouvé que les persécutions dont elle se plaignait appartenaient à l'une des cinq catégories énoncées dans la législation américaine et le droit international : race, religion, nationalité, opinion politique, appartenance à un groupe social particulier. Les cinq membres dissidents ont argué – en vain – que les Etats-Unis étaient tenus de protéger tout individu en danger du fait d'une "composante essentielle de son identité". ■

MALI

Fin d'une révolte

EN 1990, LES TRIBUS TOUAREGS du Mali entraient en rébellion contre le pouvoir central. Depuis, rien n'allait plus dans cette région d'Afrique de l'Ouest. Plus de 300 000 Maliens ont dû s'exiler en Mauritanie, au Burkina Faso, en Algérie ou au Niger. La situation s'est entre temps stabilisée, et il y a quelques années le HCR a entrepris un programme pour aider les réfugiés à retourner dans le nord du pays. Quelque 638 sites ont été préparés autour de Gao, Kidal, Mopti,

Ségou et Tombouctou, pour un coût total de près de 240 millions de dollars. Fin juin, le HCR a bouclé son opération dans le nord du Mali et le directeur du HCR pour l'Afrique, Albert-Alain Peters, a remis au président Alpha Omar Konaré un rapport sur les quatre années du programme. Ce document propose également la mise en place de projets visant à stimuler la croissance économique et à



Mali : rapatriés dans la région de Gao.

améliorer la sécurité dans la région. Composé d'une équipe réduite, le bureau du HCR au Mali continuera de venir en aide à quelque 2000 réfugiés du Libéria, de la Sierra Leone et de la région des Grands Lacs. ■

ILES SALOMON

La guerre, mais pas au cinéma

LES ILES SALOMON ONT ÉTÉ LE THÉÂTRE d'affrontements particulièrement âpres pendant la Seconde Guerre mondiale. Des dizaines de films et de livres ont immortalisé les violents combats qui ont opposé les marines américains et l'armée d'occupation japonaise de la grande île de Guadalcanal. Depuis 1945, on avait plus ou moins oublié cet archipel perdu au milieu du Pacifique. Et voilà qu'il reprend le devant de la scène. Cette fois, c'est d'un conflit civil qu'il s'agit. En juin, l'ONU a dû jouer le médiateur dans le conflit ethnique qui dresse les Gwale, majoritaires, contre l'ethnie minoritaire des paysans malaitans. Les désordres ont fait plusieurs victimes et contraint plus de 20 000 personnes à s'enfuir de chez elles. ■

FINLANDE

L'errance des Roms

LE KOSOVO NE VEUT PLUS DE SES TZIGANES (les Roms). Mais d'autres pays européens leur ferment également leurs portes. La Finlande vient de rétablir le visa pour les ressortissants slovaques, face à l'arrivée de plus d'un millier de Tziganes slovaques depuis le début de l'année. Ils auraient demandé l'asile pour échapper à un climat de persécution. Le premier ministre slovaque Mikulas Dzurinda, dont le pays redouble d'efforts pour améliorer son score en matière de défense des droits de l'homme, et éventuellement intégrer l'Europe, a promis un "nouveau pacte" à la population rom. Depuis quelques années, la Finlande est, avec le Canada, la Grande-Bretagne, la Belgique et l'Allemagne, l'une des principales destinations des Roms. ■

La recherche d'un refuge

SUISSE

Des règles plus strictes

Inquiets du nombre croissant de requérants qui frappent aux portes de la Suisse, les citoyens suisses ont approuvé en juin dernier par référendum une série de nouvelles mesures qui, tout en instituant une protection provisoire de certains groupes tels que les Albanais du Kosovo, limite le droit des réfugiés à déposer des demandes individuelles, seul moyen pour eux d'obtenir l'asile permanent. Les requérants d'asile sans papiers d'identité devront justifier l'absence de leurs documents afin d'accéder à la procédure d'asile ordinaire. La Suisse prévoit cette année quelque 60 000 requérants d'asile, le record européen par tête d'habitant.

ETATS-UNIS

Réfugiés "on line"

La Croix-Rouge américaine a annoncé le lancement d'un nouveau service Internet pour retrouver les réfugiés et personnes déplacées aux quatre coins du monde. Au moment de la crise du Kosovo, elle a mis au point une base de données accessible sur Internet à l'intention des réfugiés kosovars arrivant aux Etats-Unis. En coopération avec la société informatique Oracle, elle prévoit d'étoffer cet "outil de recherche des personnes déplacées" et d'y centraliser tous les renseignements nécessaires afin que les réfugiés puissent retrouver rapidement leurs proches.

SOMALIE

Famine

La sécheresse et la poursuite des combats entre groupes rivaux font peser le spectre de la famine sur le sud de la Somalie. Les équipes humanitaires internationales parlent d'un million de personnes souffrant de la faim. Elles ont demandé une aide de 17,5 millions de dollars. La région a déjà été frappée en 1992 par une terrible famine qui a fait environ 300 000 morts.

COPYRIGHT



Match de volley en Albanie.

Un geste sportif et généreux

LES INSTANCES SPORTIVES internationales et les organisations humanitaires s'unissent pour apporter un peu de joie et de divertissement à quelques réfugiés kosovars, victimes, comme des centaines de milliers de leurs semblables, de la toute récente tragédie qui a frappé leur pays. La Fédération internationale de volley-ball, qui a déjà collaboré avec le HCR en Afrique, a offert des ballons et des filets à plusieurs camps de réfugiés d'Albanie et de l'ex-République yougoslave de Macédoine et financé le recrutement d'entraîneurs locaux. Le Comité olympique international, la Fédération internationale de football (FIFA), l'Union des associations européennes de football (UEFA), le HCR et l'UNICEF ont par ailleurs fait livrer des milliers de ballons de foot et autres équipements dans les camps d'hébergement et les écoles – pour le plus grand bonheur de dizaines de milliers d'enfants. "Grâce au sport, les réfugiés découvrent que même s'ils n'oublient pas, ils peuvent aller de l'avant", explique Leonora Luttori, 21 ans, réfugiée kosovare, qui a été blessée à la tête et au bras et qui a vu mourir sa meilleure amie. Elle a trouvé refuge en Albanie, où elle aide les équipes du HCR. Ces activités sportives ont été lancées dans la perspective d'un exil prolongé des Kosovars. Mais les organisations sportives et humanitaires poursuivent ces activités au Kosovo pour contribuer au retour d'un semblant de normalité. ■

Enfin libre

KARIM NASSER MIRAN a vécu 11 ans dans l'aéroport Charles de Gaulle, près de Paris. Pendant 11 ans, il a dormi à la dure sur un banc, se nourrissant de pizzas et de hamburgers, passant ses journées à écouter la radio et à tenir un journal. Les mésaventures de cet Iranien de 54 ans, familièrement surnommé "Monsieur Alfred" par le personnel et les médécins de l'aéroport, viennent de prendre fin : la Belgique lui a accordé le statut de réfugié. L'histoire kafkaïenne du squatter de l'aéroport a commencé dans les années 70 : arrestation par la police du shah pour avoir pris part à une manifestation contre le régime, confiscation des papiers d'identité, expulsion, obtention du statut de réfugié dans les années 80, vol de la mallette contenant le sésame du droit d'asile, nouvelle arrestation (en France cette fois) pour séjour irrégulier, embarras de la police fran-



"M. Alfred" en train d'écrire une lettre sur son "lit" à l'aéroport de Roissy.

çaise, qui ne pouvait ni prolonger indéfiniment la détention ni renvoyer chez lui un individu dépourvu de toute pièce d'identité, ces années d'attente et d'incertitude dans la zone "internationale" de l'aéroport de Paris. Les papiers volés viennent d'être retrouvés, et la Belgique a proposé d'accueillir "Monsieur Alfred", qui compte bien poursuivre, à Bruxelles, les cours par correspondance entrepris au cours de son incarcération. ■

L'Afrique donne l'exemple

L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE (OUA) a annoncé la création d'un prix récompensant l'action en faveur des populations réfugiées et déplacées sur le continent africain. Les premiers lauréats sont la Tanzanie et la Côte

d'Ivoire. Les pays distingués doivent réunir plusieurs conditions : accueillir depuis longtemps d'importants contingents de réfugiés, ne pas "produire" de réfugiés, s'être engagés au plus haut niveau dans l'action en faveur des réfu-

giés. Le lancement du prix a été choisi pour coïncider avec la commémoration du 30^e anniversaire de la Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique (voir *Réfugiés* n° 115). ■

Du nouveau au HCR



LE HCR A UN NOUVEAU HAUT COMMISSAIRE ADJOINT. Frederick Barton, ancien haut fonctionnaire de l'Agency for International Development des Etats-Unis (USAID), succède à l'Autrichien Gerald Walzer, qui a pris sa retraite en mai après 40 ans de carrière au HCR. Auparavant, M. Barton a été à la tête de l'Office of Transition Initiatives de l'USAID. Il y a dirigé des missions de vérification du respect des droits de l'homme au Rwanda, des programmes de déminage en Angola, des campagnes en faveur de la tolérance interethnique en Indonésie, et a encouragé une presse indépendante dans les Balkans. M. Barton a commencé sa carrière dans le secteur privé, où il s'est occupé pendant 12 ans de planification stratégique, de développement organisationnel et de marketing. ■

MANEY Chicago Tribune
maneely.com



© REPRODUIT AVEC L'AIMABLE AUTORISATION DE TRIBUNE MEDIA SERVICES, INC. / TOUS DROITS RÉSERVÉS.

“Il faut tout refaire, tout créer au Kosovo.”

Bernard Kouchner, nouvel administrateur civil de l'ONU au Kosovo

“Les bombelettes américaines ressemblent à des petits cylindres en argent, et celles des Britanniques à des canettes de bière peintes en orange.”

Un spécialiste du déminage expliquant aux enfants comment reconnaître non seulement des mines serbes, mais aussi des engins alliés non explosés.

◆◆◆

“Les Serbes ont fait quatre guerres en dix ans. A chaque fois, ils sont partis sur des chars et sont rentrés sur des tracteurs.”

Zoran Djindjic, chef de l'opposi-

tion serbe, ironisant sur les initiatives guerrières malheureuses de la Serbie depuis le début des années 90.

◆◆◆

“La province du Kosovo a été le théâtre de l'un des plus grands crimes de l'histoire de l'humanité.”

Louis Freeh, directeur du FBI, l'une des instances qui appuient le travail d'enquête sur les crimes de guerre perpétrés au Kosovo.

◆◆◆

“Grâce à Milosevic il n'y a plus de Serbes dans la ré-

gion croate de la Krajina, il n'y a plus de Serbes en Slavonie, il n'y a plus de Serbes dans l'ouest de la Bosnie, et la Serbie se retrouve avec 600 000 réfugiés dont elle ne s'occupe même pas correctement.”

Le patriarche orthodoxe des Serbes du Kosovo commentant la politique menée par le président yougoslave depuis le début de la décennie.

◆◆◆

“Au Kosovo, ils ont des téléphones cellulaires et des psychologues. Nous, tout ce qu'on demande, c'est du mais.”

Un fonctionnaire de l'ONU en poste en Angola, se plaignant du peu de moyens dont il dispose.

◆◆◆

“L'ONU affronte sans doute son plus grand défi depuis le

début des opérations de maintien de la paix à la fin des années 40.”

Sergio Vieira de Mello, représentant par intérim de l'ONU au Kosovo.

◆◆◆

“Nous devons bâtir une Europe sans Etats de première ligne, une Europe unie et démocratique, une Europe en paix pour la première fois de son histoire.”

Déclaration du président américain Bill Clinton lors de sa récente tournée européenne.

◆◆◆

“Je demande à la population serbe de rester. Il y a déjà trop de réfugiés. Nous ne voulons pas qu'il y en ait d'autres.”

Sir Michael Jackson, commandant des forces de l'OTAN, dans son appel aux Serbes du Kosovo.

